

## CONTRE L'EUROPE DES BARBELÉS ET DES CAMPS DE RÉTENTION



# MOBILISATION!

### Dossier

## USA GUERRE DE CLASSE ET RÉSTANCES

Pages 6 et 7

### ÉDITO

Le gouvernement Erdogan réprime toujours plus les LGBTI Page 2

### PREMIER PLAN

Ford Blanquefort: une manifestation qui devrait compter pour la suite Page 2



**ACTU INTERNATIONALE**  
Russie. Retraites: pas si facile d'y toucher! Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
Entretien avec Elsa Lefort sur la campagne de libération de Salah Hamouri Page 12



Par MIMOSA EFFE

## Le gouvernement Erdogan réprime toujours plus les LGBTI

Pour la quatrième année consécutive, la marche des fiertés a été interdite dans les rues d'Istanbul, réprimant toujours plus celles et ceux qui ont tout de même manifesté le dimanche 1<sup>er</sup> juillet. Le mois de juin est traditionnellement le mois des fiertés LGBTI (lesbiennes gays bis trans intersexes). Si parfois les chars Mastercard de la marche des fiertés parisienne ont tendance à nous le faire oublier, ces marches existent pour lutter contre notre oppression et se tiennent encore, dans de nombreux pays, dans des conditions dangereuses pour les personnes LGBTI. En Turquie, depuis 1993, les organisations LGBTI mettent en place des semaines de la fierté à Istanbul. En 2003, une poignée de militantEs LGBTI ont défilé pour la première fois. En 2013 et 2014, dix années plus tard, ils et elles étaient plusieurs milliers. L'essor du mouvement s'est fait en lien avec l'occupation de la place Taksim et le mouvement du Gezi Park. C'est cette révolte qui a donné à la jeunesse LGBTI d'Istanbul une aspiration à l'émancipation. Quatre ans plus tard, la situation des LGBTI a largement reculé : les agressions homophobes gagnent du terrain puisque ceux qui les commettent ont le soutien presque affiché de l'État. On se souvient du meurtre de la militante transgenre Hande Kader en août dernier, dont le corps avait été retrouvé brûlé. Et alors qu'on estime à environ 2000 les meurtres des personnes transgenres depuis 2008, il n'y a quasiment aucune condamnation... Le gouvernement réélu a donc de nouveau fait interdire la marche cette année, sous le prétexte de la sécurité des manifestantEs. C'est d'ailleurs à chaque fois le prétexte donné par le gouvernement. Et si plus d'un millier de manifestantEs se sont tout de même rassemblés sous un grand drapeau LGBTI, ils et elles ont été rapidement dispersés par la police qui a tiré sur la foule à coups de balles en caoutchouc. 11 personnes ont été placées en garde à vue. Si elles ont toutes été libérées, cela nous rappelle que l'homophobie et la transphobie d'État sont toujours une réalité partout dans le monde, et à quel point la construction d'un mouvement LGBTI international est une urgence !

## BIEN DIT

« Cette saisie indistincte de l'ensemble du matériel informatique utilisé par un avocat dans le cadre de son activité professionnelle, sans que soit rapportée la preuve à ce stade qu'il est susceptible de contenir des éléments en lien avec les infractions dont la preuve est recherchée, infractions qui datent au demeurant d'août 2017, porte un atteinte injustifiée et démesurée au libre exercice de la profession d'avocat. »

ORDONNANCE DU TRIBUNAL DE BAR-LE-DUC, à propos des saisies réalisées lors de la perquisition au domicile de l'avocat des militantEs de Bure, 25 juin 2018.

## À la Une

# Contre l'Europe des barbelés et des camps de rétention, mobilisation !

*Nous serons à Calais le 7 juillet, au côté des sans-papiers et des migrantEs et avec la marche solidaire pour exiger l'ouverture de la frontière.*

Le lundi 2 juillet, on découvrait à la télévision le projet de créer des lignes TGV low cost pour aller de Paris à Londres. Les voies du tunnel ne seraient actuellement utilisées qu'à 58 % de leur capacité. Le commentaire explique que l'objectif est d'augmenter de 4 millions le nombre de voyageurEs chaque année. Dans ce reportage, pas une image de Calais, de l'accès au tunnel ou de l'accès au port. De la militarisation de Calais, de la guerre qui s'y mène. Pour empêcher le voyage. Pas une image non plus des mortEs de Calais. MortEs parce qu'ils et elles voulaient utiliser le tunnel. C'est que Calais n'est pas le symbole du passage vers Londres. La ville est devenue un des symboles hideux de la politique menée contre les migrantEs et au prétexte des migrantEs, le miroir tendu, à qui veut bien regarder, de la société qui se construit.

### Chemises brunes

À Bruxelles, le 29 juin, c'est un autre miroir qui nous a été tendu. S'y sont retrouvés les dirigeants des pays européens, une préfiguration des prochaines campagnes pour les élections européennes : Autriche, Hongrie, Italie, les costumes cintrés ont déjà la teinte des chemises brunes. En Allemagne un accord est en train d'être trouvé entre Merkel et son ministre de l'Intérieur qui voudrait des camps pour renvoyer toutEs les migrantEs. Quant à Macron, son objectif est simple : éviter que les migrantEs arrivent en France. Et parce que la différence entre les racistes affichés et le gouvernement français n'est pas dans la logique politique, l'enjeu devient uniquement

ACCUEIL DE LA MARCHÉ DES MIGRANTS



rhétorique. Mais même les mots se vengent. La ministre des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, a ainsi tenu à expliquer, au sujet des centres défendus par Macron, « [qu'] il ne s'agira pas de centres fermés mais de centres d'où les migrants ne pourront pas sortir »...

### Des frontières partout

Depuis janvier, 1100 migrantEs sont mortEs noyéEs en Méditerranée. Mais, à mesure, c'est aussi en amont que le drame empire, dans le désert ou en Libye. Avec les frontières ce n'est pas une « solution » qu'on externalise mais la tragédie. Loin de nos yeux. Et cette externalisation des frontières n'est pas une alternative à leur internalisation. Il n'y a pas deux logiques différentes, d'ordre géographique. C'est aussi ici, à Vintimille, dans les Alpes et à Calais que les frontières se renforcent et tuent. Sans parler des mortEs de Paris et de nos quartiers liés aux contrôles au faciès et au renforcement des moyens policiers. On le sait, même au moment du « pic » de 2015, les chiffres des flux migratoires n'ont jamais été un problème. Le problème a toujours été les politiques cherchant à les

stopper. Mais ces chiffres eux-mêmes sont devenus dérisoires. Depuis janvier moins de 45 000 migrantEs sont arrivés en Europe via la Méditerranée !

### Un crime = des criminels

À un « problème » mal posé il n'y a pas de solution. Certes les flux ont été ralentis (pour de multiples raisons), avec des situations encore plus tragiques et explosives au Sud. Mais en Méditerranée, la tragédie continue. Ce qui a changé ? Entre 2014 et 2017, plus de 16 000 hommes, femmes, enfants ont péri. Soit, en moyenne, environ 1 personne sur 1000 tentant la traversée. En 2018 c'est plus d'une personne sur 50 ! Ce n'est pas la mort qui est un accident. C'est la survie qui devient un exploit. À toutes celles et tous ceux qui pensaient encore, malgré tout, que cela relevait de la fatalité, cette évolution devrait ouvrir les yeux. Il n'y a qu'une cause à ces morts : les décisions politiques et les dispositifs qui en découlent. Le drame n'a rien d'accidentel. C'est donc un crime. Et là où il y a crime, il y a criminel. Et ce n'est pas seulement Salvini, qui a interdit les côtes italiennes. Ce sont aussi

Macron et Collomb qui ont interdit les côtes françaises. C'est Collomb qui défend sa loi asile-immigration, et les députés qui la votent, c'est Collomb qui expulse à Paris 8, qui enferme des enfants, qui harcèle à la porte de la Chapelle. C'est Macron qui veut des centres fermés le plus loin possible de la France.

### Personne n'est illégal !

Là où il y a criminel il y a possibilité d'arrêter le crime. Au moins en le désarmant. L'arme du crime, ce sont les frontières. Ouvrez les frontières, donnez des visas, affrêtez des bateaux, laissez monter librement dans les avions et, du jour au lendemain, l'hécatombe s'arrêtera.

C'est plus compliqué que cela ? S'il s'agit des intérêts de l'ordre existant et des puissants, bien sûr. Après tout, s'il n'y a pas de problème réel avec les flux migratoires, la rationalité des politiques contre les migrantEs doit avoir d'autres bases. Et les conflits croissants entre États, le développement d'États policiers et sécuritaires aux quatre coins du monde, les tensions militaires, la montée des nationalismes ne sont pas sans lien avec les politiques anti-migratoires.

C'est plus compliqué que cela ? S'il s'agit d'arrêter les mortEs, non. C'est même très simple, très efficace et les autres « solutions » ne sont que des moyens de laisser le crime se perpétuer. De laisser la rationalité des puissants nous broyer tous et toutes.

Nous serons à Calais le 7 juillet, au côté des sans-papiers et des migrantEs et avec la marche solidaire, pour exiger l'ouverture de la frontière. Nous marcherons, dans tout le pays, le 14 juillet, pour la fermeture des centres de rétention. Nous serons au côté de la famille d'Adama le 21 juillet contre les crimes racistes et policiers. Pour ouvrir les frontières. Pour sauver des vies. Pour sauver notre humanité et notre avenir.

Denis Godard

## FORD BLANQUEFORT

# Une manifestation qui devrait compter pour la suite

*C'est dans des conditions difficiles que nous avons décidé d'organiser, le 30 juin à Bordeaux, une manifestation unitaire contre la fermeture de l'usine Ford et contre les licenciements partout.*

Dix jours après l'annonce de Ford, nous étions un peu au fond du trou, avec une absence de réaction des collègues, résignés. Nous étions à peine 30-50 à nous mobiliser sur les 850 salariéEs que nous sommes. Au fil des jours, rien ne poussait à l'action.

### Première alerte pour Ford

Mais il ne fallait surtout pas flancher. Nous avons alors décidé de

multiplier les initiatives, le déplacement à Cologne (20 juin), le film *En Guerre* avec Stéphane Brisé (25 juin), le « blocage » symbolique des portillons le jour d'ouverture du PSE (26 juin). Et puis le 27 au matin, la bonne surprise, environ 140 collègues arrêtent de travailler, entre ras-le-bol, écoeurément et inquiétudes pour l'avenir, avec en tête la prime de licenciement mais aussi l'importance de garder son emploi. Quelques discussions, le ton

monte et nous partons en cortège, nous forçons les portes fermées du bâtiment administratif et finissons par envahir la deuxième réunion du PSE. Des salariéEs ont alors pris à partie la direction, face à face, pour dénoncer la situation, pour exprimer nos craintes et notre colère, et ce pendant une heure. C'est une alerte pour Ford qui ne bouleverse pas le climat dans l'usine, mais qui reste un événement marquant, suffisant pour ranimer les

discussions dans les ateliers et pour remettre du baume au cœur au noyau de militants et de salariés combattifs.

### Une belle manifestation

C'est dans ce climat compliqué que nous avons manifesté le 30 juin, pour essayer de briser un silence surprenant, comme si une usine pouvait fermer sans faire de bruit. Il s'agissait de dire que le sort d'une usine ce n'est pas seulement une affaire d'ouvriers, mais que cela concerne tout le monde. Nous étions donc 400 à 450 dont une quarantaine de salariéEs Ford avec leurs proches. C'est peu au total, et cela représente très peu de collègues, c'est vrai. Sauf que la manif fut belle et dynamique. Un véritable échantillon de la société, avec des délégations de salariéEs venant d'usine fermées récemment comme Metal Aquitaine (Fumel-47), en cours de liquidation



**E**n 1968, la grève et l'occupation de l'usine Peugeot à Sochaux-Montbéliard ont commencé le 20 mai, quelques jours après celles des usines Renault de Cléon, Flins et Billancourt et alors que la grève générale s'était étendue dans tout le pays.

Autour de l'usine, qui emploie alors 26 000 salariéEs dont 15 000 OS, tout est Peugeot avec un patronat de droit familial qui régentait syndicats maison, logements, centres sociaux et le club professionnel de foot. Ce paternalisme historique connaît des fissures sérieuses dans les années 1960 avec l'accroissement très rapide du nombre des ouvriers recrutés parmi les paysans de la région. Dès 1961, une première grande grève a lieu pour obtenir 5% d'augmentation des salaires, et contre les cadences. En 1965, une grève tournante de près de 9 semaines avait échoué à obtenir une augmentation uniforme de 20 centimes, environ 10% du salaire horaire.

En mai 1968, l'occupation de l'usine est le fait d'un noyau actif de 200 à 300 salariéEs alors que l'intersyndicale paritaire CGT-CFDT, érigée en comité central de grève, contrôle



## Les CRS ont tué à Peugeot Montbéliard en juin 1968

le mouvement et même seule les discussions avec la direction de l'usine. Voix ouvrière – qui deviendra LO – y dispose de militants reconnus au plan de l'ensemble de l'usine. Face aux revendications des grévistes, la direction ne lâche rien et passe à l'offensive en organisant «sa» consultation des salariéEs. Les syndicats y répondent par une autre consultation le samedi 8 juin. Pour la reprise, un écart de 49 voix sur 5284 votants. Dans ces conditions, pas d'habillage possible de la reprise en victoire.

Dans la nuit de samedi à dimanche, des grévistes ont fait du porte à porte pour préparer la réaction du lundi matin. Le lundi 10 juin, un rassemblement en carrosserie se tient pour discuter du protocole. Un cortège s'organise, et dans les ateliers le bouillonnement s'installe. À 15h, 10 000 ouvriers de la première et de la seconde équipe votent la grève

avec occupation. Et la nuit quelques centaines de grévistes restent dans l'usine pour tenir les piquets.

Décidé directement à Paris par la famille Peugeot et le ministre de l'Intérieur Marcellin, avec l'approbation du Premier ministre Pompidou, l'assaut est donné contre les occupants de l'usine par les CRS le mardi 11 juin à 4 h 30 du matin. Ouvriers de l'usine non encore en poste et jeunes de la ville accourent aux portes, affrontent les CRS et réussissent à les déloger de l'usine. Les CRS tirent à balles réelles, tuant Pierre Beylot, un ouvrier de 29 ans. Henri Blanchet, atteint par l'explosion d'une grenade, meurt en tombant d'un mur. On compte 150 blessés, certains grièvement. Une bataille rangée entre les ouvriers révoltés et les CRS durera toute la journée, imposant le repli définitif des CRS de l'usine et de la ville à 21 heures.

La grève dure jusqu'au 20 juin. Parmi les conquêtes : 13,6% d'augmentations de salaire, une diminution progressive de la durée du travail avec compensation totale de 46h15 à 45 heures, les heures de grève payées à 80% en mai et à 25% en juin, la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Loin d'être à la mesure des aspirations, ce n'était toutefois pas le retour à la situation d'avant la grève. En témoigneront les années de lutte qui suivront dans l'usine.

50 ans après à Montbéliard, ils étaient 200 à s'être réunis, lundi 11 juin 2018, devant la «portière» où Pierre Beylot a été assassiné. Avec le lycéen Gilles Tautin, noyé dans la Seine à Flins après une charge des CRS, les seuls morts de Mai 68 ont ainsi été tués auprès de deux des plus grandes concentrations ouvrières d'alors.

Jean-Claude Vessillier

## EXTRÊME DROITE Quand des fachos projettent des attentats anti-musulmans

*Des policiers, des gendarmes, des militaires et quelques individus se voulant intellectuels : tel est le profil général des dix suspects interpellés, samedi 23 et dimanche 24 juin, soupçonnés d'avoir préparé des attentats d'inspiration d'extrême droite.*

**L**es dix individus concernés ont tous été mis en examen, depuis le début de la semaine suivante, pour avoir formé une «association de malfaiteurs à but terroriste». Ils ont entre 32 et 69 ans.

### Galaxie FN

Le chef du groupe semble être un certain Guy Sibra, policier retraité vivant en Charente-Maritime, après avoir terminé sa carrière en 2004 à Marseille où il passait déjà pour un militant d'extrême droite. Dans sa commune actuelle, l'homme était assesseur dans un bureau de vote lors des dernières élections présidentielle et législatives, nommé par le Front national. La cheffe du parti, Marine Le Pen, s'est d'ailleurs dépêchée d'assurer que l'individu n'était ni adhérent ni candidat du

parti, et que le FN n'avait «jamais suscité ni incité» (à) aucun acte de violence. C'est un peu vite oublier des actes tels que l'assassinat du jeune Marseillais d'origine comorienne Ibrahim Ali, 17 ans, en février 1995 par trois colleurs d'affiche du FN (Le Pen et Mégret, principaux dirigeants du parti d'alors, témoigneront en leur faveur au procès tenu en juin 1998; l'un des colleurs d'affiche sera embauché à la mairie d'extrême droite de Vitrolles à sa sortie de prison). Même s'il est vrai que le parti en tant que tel n'adopte pas, à l'évidence, une stratégie de lutte armée mais bien une stratégie électorale.

### «Projet halal»

Les membres du groupe, nommé AFO (pour «Action des forces

opérationnelles»), eux, s'étaient successivement radicalisés après avoir fait partie d'un groupement d'extrême droite connu sous le nom de «Volontaires pour la France» (VPF), devenu «trop mou» selon sa branche dissidente. En tant que penseur de VPF, on trouve un certain Yvan Blot, cadre du «Club de l'Horloge» dans les années 1970, puis successivement dirigeant du RPR jusqu'en 1989, du Front national, puis du MNR (sa scission mégrétiste). Mais les gendarmes et militaires du groupe, dont certains revenaient de théâtres d'opérations militaires tel que l'Irak et l'Afghanistan ou encore le Kosovo, semblaient plus assoiffés d'actions que de discours. Parmi leurs projets, on trouvait l'idée d'empoisonner de la nourriture éti-quetée halal, pour faire un maximum

de victimes musulmanes. Ce «projet halal», comme il était intitulé au sein du groupe, ne semble cependant pas avoir fait l'unanimité, selon les enquêteurs. D'autres membres préféreraient des attaques – selon eux plus ciblées – contre des imams, des ex-détenus djihadistes sortant de prison, ou encore des femmes voilées dans la rue.

### Avertissement

Alors qu'un autre groupe ayant des velléités de passage à l'acte violent – ayant cette fois-ci des liens avec l'Action française (AF) – a été démantelé en octobre 2017, donnant lieu là encore à dix interpellations, cet épisode constitue un nouveau signe d'avertissement. Certes, il n'existe pas un terrorisme d'extrême droite massif et bien organisé en France. Mais la frustration de militants et sympathisants de l'extrême droite, qui ont été déçus par les résultats de la «voie démocratique» en mai 2017, pourrait les pousser à commettre des actes de plus en plus violents, s'y croyant autorisés par des discours politiques semant (bien au-delà de l'extrême droite) la panique, voire la haine.

Bertold du Ryon

## Le chiffre 2469

C'est le nombre de filiales des groupes du CAC 40 implantées dans des territoires identifiés comme des «paradis fiscaux et judiciaires», soit 15,2% des plus de 16 000 filiales de ces entreprises. Un chiffre rapporté dans le V véritable bilan annuel des entreprises françaises, publié le 28 juin par l'Observatoire des multinationales (édité par Bastamag), véritable mine d'informations sur les pratiques des grandes firmes françaises.



## Agenda

**Samedi 7 juillet, manifestation contre l'Europe forteresse et pour l'ouverture des frontières, Calais.** Car au départ de Paris-Porte de la Chapelle à 9h. Retour dans la soirée. Prix: 30 euros. Inscriptions et soutiens en liquide ou par chèque à l'ordre de DIEL (Droits ici et là bas) à déposer: à la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, de 12h à 19h30, ou au Point du Jour, 58, rue Gay-Lussac, Paris 5<sup>e</sup>, de 10h à 19h30.

**Du 7 au 15 juillet, rencontres «Zadenvies», Notre-Dame-des-Landes.** Ateliers, chantiers, discussions, actions... Renseignements sur <https://zad.nadir.org>.

**Du 10 au 14 juillet, «Altervillage» d'Attac, TerreBlanche, Commune de Saint Lys (31470).** Renseignements et inscriptions sur <https://france.attac.org>.

**Samedi 21 juillet, marche à l'occasion des 2 ans de la mort d'Adama, Beaumont-sur-Oise.** Rendez-vous à 14h devant la gare de Persan-Beaumont.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

**NO COMMENT**  
«Joie pure: la Mannschaft est éliminée. Trop forts les Coréens.»

JEAN-LUC MÉLENCHON, Twitter, 27 juin 2018, après l'élimination de l'équipe de football d'Allemagne.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

comme GM&S (La Souterraine), ou encore victime d'un plan de licenciements comme Bosch (Rodez). Il y avait aussi des délégations péchues de cheminotEs solidaires venant de Paris-gare de l'Est et de Toulouse. Et

puis des syndicalistes CGT, FSU, Sud, CNT, venant du public, notamment de l'Opéra de Bordeaux, comme du privé, des militants associatifs ou de collectifs (AC!, Coordination des intermittents et précaires de la

Gironde...), enfin d'organisations politiques comme Génération.s, PCF, LO, NPA avec notamment les porte-parole Jean-Pierre Mercier et Olivier Besancenot. En plus nous avons eu une médiatisation correcte, qui a permis de bien relayer l'action. Du coup, ça peut paraître surprenant mais, dans le contexte, le bilan est très positif, et cela nous redonne finalement pas mal de confiance. Ce qui n'est pas du luxe.

### La bataille continue

C'est évident que cela va nous donner des forces pour la suite et nous aider pour tenir dans les mois qui viennent. Nous verrons ce que nous pourrons faire et sauver au bout du compte. Nous ne faisons pas de pronostics. Nous sommes déterminés, nous avons une envie dingue de contrer la stratégie de la multinationale qui se moque

complètement des conséquences sociales de sa course aux profits, et aussi de secouer des pouvoirs publics à côté de la plaque, de forcer l'État à agir plutôt que se lamenter de sa prétendue impuissance. Nous n'abandonnons donc pas l'espoir de changer la donne. Le climat social peut changer, la situation peut se retourner. En tout cas, nous continuerons notre propagande régulière avec notre journal de lutte, nous allons préparer d'autres initiatives, dans l'usine comme à l'extérieur, avec par exemple une nouvelle manifestation unitaire en septembre. Même si nous sommes à ce jour plutôt mal barrés, la bataille contre les licenciements et pour la sauvegarde d'une activité reste bien d'actualité. Et nous n'avons pas dit notre dernier mot, ni nous syndicalistes ni les collègues.

Philippe Poutou

### l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**



## RAPPORT DE LA CIMADE Les frontières de l'UE tuent et font le lit de l'extrême droite

Les frontières de l'UE tuent et font le lit de l'extrême droite: telles sont les conclusions qui s'imposent après la lecture du rapport de la Cimade intitulé «Dedans, dehors, une Europe qui s'enferme» (juin 2018).

Les gouvernements des États-membres prétextent la « crise des migrants » et la lutte contre le terrorisme pour justifier la fermeture des frontières.

### Les frontières ne servent qu'à refouler les migrantEs

Néanmoins le rapport de la Cimade est sans appel, la crise des migrantEs n'existe pas : c'est une crise des politiques d'accueil. Les mesures antiterroristes ne servent qu'à refouler les migrantEs. En France, les contrôles frontaliers sont systématiques uniquement aux frontières avec l'Italie et l'Espagne et ont pour objectifs le blocage, l'enfermement et le refoulement des migrantEs. Sur 75 000 refus d'entrée aux frontières terrestres de la France en 2017, seuls 70 étaient liés à des soupçons de terrorisme.

Le rapport souligne également que les arguments humanitaires ne tiennent pas. Les dirigeants européens vont jusqu'à sous-traiter la gestion des flux migratoires à des pays comme la Libye. En déléguant en partie le contrôle de ses frontières maritimes aux garde-côtes libyens, alors que certains sont liés à des réseaux criminels de passeurs, l'UE ne fait que remettre les migrantEs dans les mains de leurs bourreaux.

### Les frontières tuent

Le rapport met en lumière la systématisation des pratiques illégales de contrôle, de non-traitement de demandes d'asile et d'enfermements aux frontières en contradiction avec le droit international. Le blocage des frontières rend plus vulnérables les migrantEs qui empruntent des routes plus longues et plus dangereuses et entraîne la formation de « jungles » aux conditions d'hygiène et de sécurité inhumaines. Plus de 40 000 migrantEs sont mortEs aux frontières européennes depuis 1990, 5 000 personnes ont disparu en Méditerranée en 2016. L'UE se félicite de la baisse du nombre de mortEs en Méditerranée en 2017, alors que les personnes qui n'ont pas pu prendre la mer sont souvent torturées, violées, enfermées et vendues comme esclaves ou meurent dans le désert ou les prisons libyennes.

### Le lit du militarisme, de l'impérialisme et du fascisme

La politique de fermeture se traduit par un renforcement de la présence policière et militaire et des prérogatives de l'armée et de la police, aux frontières mais aussi sur tout le territoire. Frontex est l'agence européenne la plus financée en 2018, avec plus de 320 millions d'euros. L'UE sous-traite la gestion violente des flux migratoires à des pays comme la Libye, la Turquie, le Soudan ou l'Afghanistan, dans une logique impérialiste et militaire. Cette logique de délégation est également à l'œuvre au sein de l'Europe auprès des pays périphériques tels que la Hongrie, la Grèce et l'Italie, pays en première ligne de la gestion des frontières extérieures et de la violence qui l'accompagne. C'est dans ces pays que le danger fasciste pèse le plus : le gouvernement d'extrême droite en Hongrie va jusqu'à encourager la formation de milices civiles aux frontières. L'UE s'accommode de l'émergence de régimes autoritaires et fascisants, et l'on peut même affirmer qu'elle les favorise par sa politique migratoire. La Cimade termine son rapport avec une série de recommandations à l'UE, qui vont dans le bon sens. Pour nous, il ne fait aucun doute que pour lutter contre le péril fasciste et avec les migrantEs, il faut ouvrir les frontières!

Élisa et Hugo (Paris 17-18)



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

## « LAÏCITÉ » ? Macron drague les cathos et tous les réacs !

C'est donc accompagné de son épouse et de tout un aréopage composé de ministres (dont Collomb, au comportement pourtant fort peu « charitable » avec les migrantEs), de parlementaires et de journalistes de la presse catholique que Macron a rencontré le pape au Vatican le 26 juin.

Macron cherchait peut-être la bénédiction papale avant le sommet européen du 28 juin, consacré à la « crise migratoire », dans un contexte où chaque pays, France en tête, refuse d'accueillir des migrantEs tout en reprochant au voisin de ne pas faire preuve de solidarité. On nous a rebattu les oreilles avec la durée de l'entretien entre le Saint-Père des cathos et le Jupiter des serveurs du Medef : 57 minutes, soit plus qu'Obama ou Erdogan... Miracle ! Macron est aussi devenu à cette occasion « chanoine d'honneur de la basilique de Saint-Jean-de-Latran », distinction symbolique qui revient automatiquement au chef de l'État français selon une tradition qui remonte au roi Henri IV... À croire que le costume de président des riches ne suffit plus à Macron et qu'il rêve de porter le manteau des rois de droit divin ! Cela en dit long sur ces dirigeants bourgeois qui nous assomment de discours sur la laïcité républicaine uniquement lorsqu'il s'agit de dénoncer le danger islamiste mais qui flattent les officines religieuses catholiques, dont les agissements réactionnaires n'ont rien à envier à ceux des autres « sectes qui ont moins réussi ».

### La main tendue aux cathos

Mais derrière ces signes ostentatoires d'un attachement réel ou bien simulé aux vieilles fariboles datant de l'époque où la France

était « la fille aînée de l'Église », il y a une véritable opération de séduction, entamée depuis son élection par Macron, à l'égard de l'électorat catholique, capté traditionnellement par la droite. En effet, cette visite s'est déroulée quelques semaines après un discours à la conférence des évêques de France, devant lesquels Macron s'était engagé à « renouer le lien entre l'État et l'Église ». Comme si celui-ci avait été définitivement rompu alors que les entorses à la loi de 1905 n'ont jamais cessé, notamment lorsqu'il s'agit de verser des millions de fonds publics chaque année à l'enseignement privé, qui relève à 95 % de l'église catholique. Macron a vanté « les liens les plus indestructibles

entre la nation française et le catholicisme » et a servi la soupe aux franges les plus radicales de la « cathosphère » en disant « entendre l'Église lorsqu'elle se montre rigoureuse sur les fondations humaines de toute évolution technique ; j'entends votre voix lorsqu'elle nous invite à ne rien réduire à cet agir technique dont vous avez parfaitement montré les limites ; j'entends la place essentielle que vous donnez dans notre société, à la famille – aux familles »... À l'heure où les promesses de Macron en matière de bioéthique, notamment l'ouverture de la PMA aux couples de femmes, sont en pleine marche arrière, on mesure bien toute la portée de ce genre de phrases.



CHARMAG

## RAPPORT DE L'IGPN Désarmer la police c'est urgent !

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) vient pour la première fois d'annoncer les résultats d'une enquête, jugée « parcellaire » par la patronne de l'IGPN elle-même, relative à l'usage de leurs armes par les policiers et au nombre de leurs victimes, tuées ou blessées.

Les données recueillies révèlent un usage des armes en nette progression en 2017. Ainsi le nombre de tirs au taser est en augmentation de 20 %, ceux avec des lanceurs de balles de 46 % et ceux au pistolet semi-automatique de 54 %.

### Des armes non létales qui mutilent et qui tuent

L'IGPN se félicite que le taser soit « une arme très dissuasive qui évite les corps à corps musclés ». Certes, pour terrasser une personne c'est une arme très efficace : l'impulsion électrique déclenchée crée une rupture électromusculaire provoquant une décharge électrique violente dans tout le corps, pouvant entraîner de graves blessures et la mort. Le taser c'est de la haute technologie en matière de douleur. Le projet du ministère est d'équiper d'abord 3 000 policiers et de mettre un taser dans chaque véhicule de police. Pour un coût total de 14 millions d'euros.

Les lanceurs de balles en caoutchouc LBD 40, dites à létalité réduite (!) sont des flash-balls

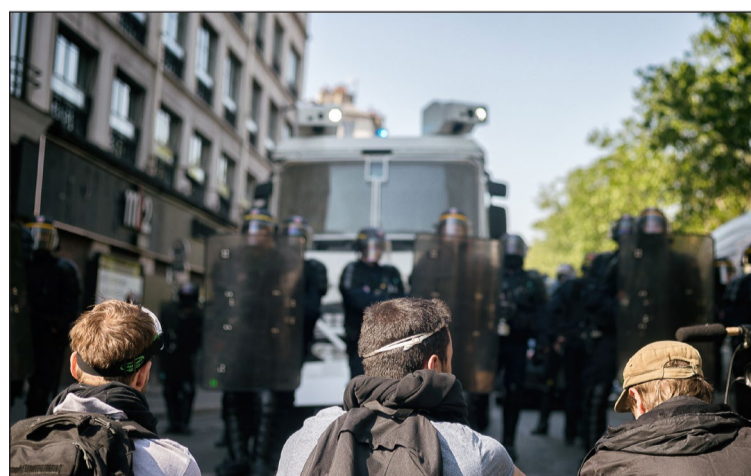


PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

« améliorés » grâce à leur précision, même à une distance de tir importante. Mais leur létalité n'est plus réduite du tout quand les balles sont tirées trop près de leurs victimes !

La militarisation de la police est de plus en plus réelle. Ainsi les CRS, qui sont souvent les premiers à expérimenter les nouveaux équipements de la police, peuvent être armés de PGL-65, des fusils mitrailleurs qui propulsent en rafales ces

balles de caoutchouc... Quant aux pistolets semi-automatiques, les Sig Sauer SP 2022, armant la police, la gendarmerie, les douanes, ils sont classés comme arme de guerre. Aujourd'hui, la létalité des armes « non létales » est mise en chiffres par la police des polices. L'IGPN annonce, pour la période de juillet 2017 à janvier 2018 que les interventions des forces de police se seraient soldées par 14 morts et 100 blessés ayant entre 10 et

### Réaction et religion à tous les étages...

Le 27 juin, les députés ont voté, par 109 voix contre 39, l'article 38 du projet de loi de confiance entre l'administration et les citoyens qui valide le fait que, désormais, les associations religieuses bénéficieront d'un traitement de faveur, puisqu'elles sont retirées de la liste des groupes d'intérêt qui doivent informer la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) de leurs rencontres et relations avec les autorités, depuis une loi de 2013. Toutes les associations à but culturel pourront désormais rencontrer des administrations ou des élus, et faire avancer auprès d'eux leurs idées, sans que le public ne soit informé, puisqu'il est maintenant implicitement suggéré par la loi que les religions défendent l'intérêt général. Plusieurs députés de la majorité ont voulu contrer cette atteinte supplémentaire à la laïcité en faisant voter un amendement quelques heures plus tard revenant sur cet article. Finalement, 64 députés macronistes ont souhaité conserver l'inscription des religions au registre des lobbies et 66 s'y sont opposés. Les 13 députés LR présents ont voté contre. Parmi eux Marc Le Fur, Philippe Gosselin et Véronique Louwagie, qui en 2014 avaient proposé de dérembourser l'IVG et qui se sont fait particulièrement remarquer au sein de la Manif pour tous. Tout comme les deux députées « non inscrites » qui ont veillé jusqu'à 2 heures du matin pour s'assurer que l'amendement soit rejeté : Emmanuelle Ménard, élue d'extrême droite de l'Hérault, et Marie-France Lohro, membre de la Ligue du Sud. Tout ce beau monde s'est donc allié à une courte majorité de macronistes pour accorder un traitement de faveur aux associations culturelles. Des cathos aux fachos, la sainte alliance est en marche !

Marie-Hélène Duverger

30 jours d'ITT. Soit, officiellement, 2 morts par mois !

### Le désarmement de la police, un combat juste

La patronne de l'IGPN se réjouit de faire œuvre démocratique en publiant ces chiffres pour la première fois. Mais une réelle démocratie n'aurait pas accordé aux policiers la présomption de légitime défense à chacun de leur tir, les dédouanant de fait, compliquant ainsi le combat des familles de leurs victimes. Ni de bénéficier des mêmes règles, plus souples, de tir que les militaires, ce qui a eu comme premier effet d'augmenter fortement leur usage des armes. Il n'y a pas de bonnes armes quand elles servent à faire taire les opposantEs aux grands chantiers inutiles et destructeurs, à faire taire ceux et celles qui se battent contre la régression sociale en cours sur tous les terrains, à faire taire la jeunesse dans les fachs et les quartiers populaires, à faire taire ceux et celles qui se battent pour l'égalité des droits dont celui de vivre dignement dans ce pays. Les armes servent à asseoir les profits des marchands d'armes, à conduire la lutte de classe contre nos luttes légitimes. Plus ils auront d'armes, plus nous aurons de blessés et de mortés. Oui, il faut désarmer la police !

Roseline Vachetta



# RUSSIE Retraites : pas si facile d'y toucher!

*Poutine et son gouvernement saisissent un moment qui leur semble favorable – « fête du football » et trêve estivale en Russie –, pour annoncer un recul de l'âge de départ en retraite. L'exécutif devrait soumettre sa proposition au législatif en septembre.*

Les sommets de l'État voudraient faire vite mais prennent néanmoins quelques précautions car le sujet est sensible dans un pays où le sort des vieux est déjà misérable et les atteintes aux retraites particulièrement impopulaires.

## Ni méchant ni imminent, promettent-ils

Alors que depuis près de 90 ans l'âge de départ en retraite est demeuré à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, il devrait passer respectivement à 65 et 63 ans. Les hommes nés à partir de 1959 et les femmes nées à partir de 1964 devraient travailler un an de plus dès 2020, puis ensuite une année supplémentaire tous les deux ans. La réforme s'étalerait ainsi jusqu'en 2028 pour les hommes, 2034 pour les femmes. Longue période de transition qui n'enlève rien à la scélératesse ni aux mensonges pour la justifier.

## Caisses vides... ah bon ?

Les « cerveaux » de la réforme invoquent le nombre croissant de retraités par rapport aux actifs, un pour un, d'où un déficit de 100 milliards de roubles de la Caisse fédérale de retraites gérée par l'État russe<sup>1</sup>. Selon les camarades du RCD (Mouvement socialiste russe, d'extrême gauche), ces 100 milliards représentent ce que le gouvernement a lâché aux oligarques qui s'estimaient lésés par

les sanctions économiques. Par ailleurs, le total des cadeaux fiscaux de l'État aux grandes entreprises du pays s'élèverait à 10 000 milliards de roubles, soit près de la moitié des recettes budgétaires de la Fédération de Russie...

Autre aspect : le système de cotisation n'est pas progressif. Les patrons cotisent à 22% sur les salaires bas et moyens mais à 10% sur les salaires plus élevés. Si l'échelle était progressive, 600 milliards de roubles, soit six fois le fameux déficit, entreraient dans les caisses de retraite. Mais les autorités invoquent que la Russie doit s'aligner sur l'Europe (en matière de retraites... pas de salaires!) et passent sous silence que l'espérance de vie y est bien inférieure et compromet les retraites!

## Situation déplorable et... sensible!

Sur 77 millions d'actifs en Russie, seuls 43 millions cotisent. 30 millions d'autres ne cotisent pas parce qu'ils et elles travaillent au noir, payés de la main à la main. Cette masse salariale souterraine mais rentable, non soumise à cotisations, est évaluée par l'Office national de statistiques à 10 000 milliards de roubles par an.

Et reste que le pays vaste et riche en ressources est maintenu sous le joug d'une oligarchie capitaliste qui creuse les inégalités pour ses profits. D'où un chômage grandissant, des bas salaires et des caisses sociales qui se vident. D'où des vieux et vieilles dont les retraites sont si faibles, quand ils en ont, qu'ils et

elles vivent de petits boulots, au-delà de l'âge de départ en retraite. Ou mentent.

Si Poutine a envoyé en première ligne Medvedev pour annoncer sa réforme, et s'il a laissé entendre que « des erreurs pourraient être corrigées », c'est qu'il a quelques craintes. Déjà en 2005, une « monétarisation » d'acquis sociaux, entre autres la suppression de la gratuité des transports et autres services, avait donné lieu à des mouvements et manifestations dont les retraités avaient été l'aile marchante. Cette fois, c'est le petit syndicat indépendant KTR (Confédération du Travail de Russie) qui a pris l'initiative d'une campagne, rejoint par des opposants de divers bords (dont le très nationaliste Alexei Navalny). Le 1<sup>er</sup> juillet, des milliers de personnes ont manifesté dans des villes autres que celles où ont lieu les matchs du mondial.

Et l'extrême gauche? Avec le slogan « Pétersbourg contre l'allongement de l'âge de la retraite », les camarades du RCD ont pris l'initiative d'un groupe de protestation. Le 30 juin a été un premier « Samedi d'agitation ». Quelques dizaines de personnes ont participé à une réunion publique, 5 000 tracts ont été distribués en faveur d'une journée plus large le 18 juillet... Affaire à suivre.

## Michelle Verdier

1 – Ou « Fonds de pensions de la Fédération de Russie ». Les patrons approvisionnent ce fonds de l'État, en cotisant à raison de 26% de la masse salariale (autant de moins versé en salaire), dont 20% environ alimentent un compte par répartition et 6% des comptes par capitalisation contrôlés par l'État et un Service fédéral des marchés financiers.



## GRÈVE GÉNÉRALE EN ARGENTINE

# Piquets de grève et foulards verts

*Le 25 juin a eu lieu la première grève générale appelée par la CGT contre le gouvernement de Mauricio Macri. Elle a été massivement suivie.*

Ce jour-là, les rues, les gares, les aéroports, les banques et les écoles de toutes les villes du pays étaient vides. Cette grève contre la politique économique et sociale du gouvernement Macri a été la plus massive depuis son arrivée au pouvoir en 2015.



## Les freins de la bureaucratie syndicale

Les piquets de grève organisés par le syndicalisme antibureaucratique, la gauche trotskiste et le mouvement féministe ont donné un caractère combatif et lutte de classe à cette journée, dont l'objectif était de rejeter l'accord avec le FMI et les mesures économiques imposées par le gouvernement.

La bureaucratie syndicale péroniste, historiquement haïe par le mouvement ouvrier, jouait gros. En appelant à cette journée, elle entendait « détendre » la situation en accordant à une demande que les travailleurEs portaient depuis des mois. Comme Luis Barrionuevo (dirigeant de la CGT depuis 1979) l'a expliqué au ministre du Travail qui lui demandait d'annuler la grève, la bureaucratie avait jusqu'alors réussi à mettre le mouvement ouvrier sous Lexomil mais « la gauche nous mord les talons » (selon le quotidien Clarin du 24 juin).

Selon eux, la grève ne devait être qu'une grève sans lendemain, où tout le monde serait resté sagement à la maison. Héctor Daer (dirigeant du syndicat de l'alimentation depuis 1985 et de la CGT depuis les années 1990), estimait que « les travailleurs doivent exprimer leur conscience syndicale en se disant "je reste à la maison puisque je suis d'accord avec la CGT". » Et d'en profiter pour attaquer, dans la foulée, les piquets de grève, décrits comme « antidémocratiques ».

## Les femmes aux avant-postes

Mais alors que la direction bureaucratique entendait présider à une journée de grève sans mobilisation, les travailleurEs ont imposé le contraire. La veille, la presse indiquait les lieux et horaires des rassemblements appelés par les organisations de la gauche trotskiste, le mouvement féministe et les travailleurEs de la santé, des télécommunications, du transport aérien, de l'éducation et du métro, entre autres, afin de bloquer les principaux accès à la ville de Buenos Aires. Et vingt actions du même type étaient organisées dans les principales villes de province.

Les femmes ont été au premier rang des piquets face à la gendarmerie. Dans ceux de Buenos Aires, elles scandaient « Avortement Oui, FMI Non » en agitant leurs foulards verts (couleur du mouvement pour le droit à l'IVG). « Nous sommes des femmes travailleuses et sommes venues exiger : grève générale ! » scandaient d'autres, sur l'air de Bella Ciao. La revendication du droit à l'IVG se combinait aussi à celle en faveur de l'égalité salariale.

En place dès sept heures du matin, les piquets se sont ensuite dirigés en plusieurs cortèges vers le centre de Buenos Aires, où s'est tenu à 11 heures un grand rassemblement, profondément antigouvernemental et combatif. L'exigence générale était celle d'un plan de lutte qui donne une continuité à cette journée de grève de masse. **Virginia de la Siega**

# MAROC Pour la libération de tous les détenus!

Les principaux animateurs du mouvement populaire rifain ont écopé de 20 ans de prison. Les charges retenues sont significatives : « tentatives de sabotage, de meurtre et de pillage », « réception de fonds, de donations et d'autres moyens matériels destinés et à mener et financer une activité de propagande à même d'attenter à l'unité et la souveraineté du royaume », tentative « d'ébranler la loyauté des citoyens envers l'État marocain et les institutions nationales », etc.

## Justice aux ordres

La justice aux ordres de sa Majesté a voulu donner l'exemple dans un contexte marqué par plusieurs mouvements sociaux successifs contre la marginalisation, l'arbitraire, la répression, le coût de la vie. Le hirak du Rif et ceux qui lui ont succédé à Zagora, Jerada et bien d'autres localités sont fondamentalement pacifiques et défendent des revendications de base : des emplois, des hôpitaux, des écoles, la fin de la corruption et de la répression, l'accès aux services publics. Ces mouvements réclament la justice sociale, la dignité, l'accès aux droits fondamentaux, une autre répartition des richesses, dans un pays où la caste de milliardaires, dont le palais royal, ne cesse de s'enrichir et de piller à tout va.

Le pays connaît un tournant répressif : plus de 1000 détenuEs depuis l'année dernière, étudiantEs, chômeurEs, citoyenEs impliqués dans les mouvements de base,

*Le procès fleuve des manifestants du hirak du Rif s'est achevé mardi 26 juin au soir, avec de très lourdes peines, dignes des « années de plomb ».*



journalistes, défenseurEs des droits humains. Rien ne change. Le règne de Mohamed VI est la continuité de celui de Hassan II, une dictature qui ne se donne même plus la peine de se cacher derrière une façade.

## Complicités françaises

À travers ce procès, les masques tombent. Les mobilisations qui ont suivi l'annonce des condamnations ont été également réprimées, en particulier dans le Rif, donnant lieu à de

nouvelles vagues d'arrestations. Le soutien de l'État français est une arme de guerre contre le peuple marocain. C'est lui qui fournit l'essentiel de la logistique, le matériel d'équipement répressif, la formation sur les techniques d'intervention. C'est lui, au travers de son Sénat, qui vient de remettre une médaille d'or à Mohamed Archane, un des plus grands tortionnaires du pays qui a sévi pendant des décennies contre des dizaines de militants. C'est lui qui chante les louanges

de la « transition démocratique » et du caractère exceptionnel des relations entre les deux pays.

Le NPA apporte toute sa solidarité aux détenus injustement condamnés et à leur famille, et exige leur libération immédiate et inconditionnelle. Il réitère son soutien au hirak du Rif et à toutes les mobilisations populaires au Maroc. Il est temps que cesse la complicité de l'État français avec le régime policier de Mohamed VI. **Communiqué du NPA**



## TRUMP ET LE BUSINESS: UN AMOUR UN PEU ORAGEUX

Trump est issu du monde des affaires. Il a gagné les élections sur un discours nationaliste tourné vers la fraction blanche des perdants du rêve américain et ne contrôle pas totalement le Parti républicain. Ces trois paramètres conditionnent sa politique.

**T**ump est arrivé au pouvoir avec un programme plein de promesses en tout genre dont le fil directeur est le nationalisme. Au premier rang, la défense des emplois à la fois contre les pays étrangers et contre les travailleurs étrangers. Il a en outre promis de lancer un programme de reconstruction des infrastructures (ponts, routes, etc.), souvent en mauvais état, et de démanteler l'Obamacare tout en mettant en place un système plus efficace. Il a juré qu'il nettoierait le « bourbier » de Washington et dénoncé les banquiers de Wall Street. Dès ses premières nominations, il est apparu que les hommes de Wall Street (et notamment ceux de la banque Goldman Sachs) étaient partout, avec en outre des PDG et des ultra-conservateurs, sans oublier des membres de la propre famille de Trump. Certaines de ces nominations sont de véritables provocations, comme celle de Scott Pruitt à la tête de l'agence de l'environnement : le dit Scott Pruitt est directement lié aux industries pétrolières et gazières, qui ont financé ses campagnes électorales passées.

### Un gouvernement pro-business

Le premier décret signé par Trump après son entrée en fonction visait à abroger l'Obamacare, un système très imparfait (rien à voir avec une véritable sécurité sociale), mais qui avait eu au moins le mérite de réduire le nombre d'ÉtatsunienEs sans couverture maladie. Mais le texte d'abrogation n'est pas passé au Congrès : un certain nombre d'élus républicains s'y sont opposés (en craignant sans doute les conséquences électorales) : c'est la première défaite politique de Trump qui, en octobre 2017, revient à la charge avec un nouveau texte vidant l'Obamacare d'une partie de sa substance. Cette affaire montre que Trump a besoin, sur la scène intérieure, du soutien des parlementaires républicains, alors qu'il a beaucoup plus de latitudes à l'international. Outre leur soumission

aux lobbies, ces élus sont des ultra-libéraux attachés au dogme de l'équilibre budgétaire et de la réduction des dépenses (sauf quand cela concerne leur circonscription ou les crédits militaires). C'en est donc fini pour le moment du programme de grands travaux (malgré le soutien des géants du BTP et des syndicats de salariéEs du secteur). Par contre, Trump n'a guère eu de mal à faire adopter un budget coupant les crédits de bon nombre de programmes civils (santé, éducation, etc.) et augmentant ceux de la défense et de la sécurité intérieure. Trump a réussi ensuite à faire passer son plan fiscal, abaissant de 35 à 21% le taux de l'impôt sur les sociétés et réduisant l'impôt sur les revenus élevés.

Le président US a dès le début de son mandat vilipendé la réglementation financière (insuffisante) mise en place après la crise de 2008, à travers la loi Dodd-Frank. « *Nous allons beaucoup couper dans Dodd-Frank parce que franchement, j'ai tellement de gens, des amis qui ont de bonnes entreprises, qui ne peuvent pas emprunter de l'argent* », a-t-il déclaré. Une loi adoptée en mai dernier exempte les banques petites et moyennes de l'application de ces règles. Les grandes banques, pour leur part, s'emploient à faire lever l'interdiction de spéculer pour leur propre compte ; cette mesure sera sans doute bientôt adoptée. Les possibilités de recours des citoyens contre les malversations des banques ont été réduites.

### America first!

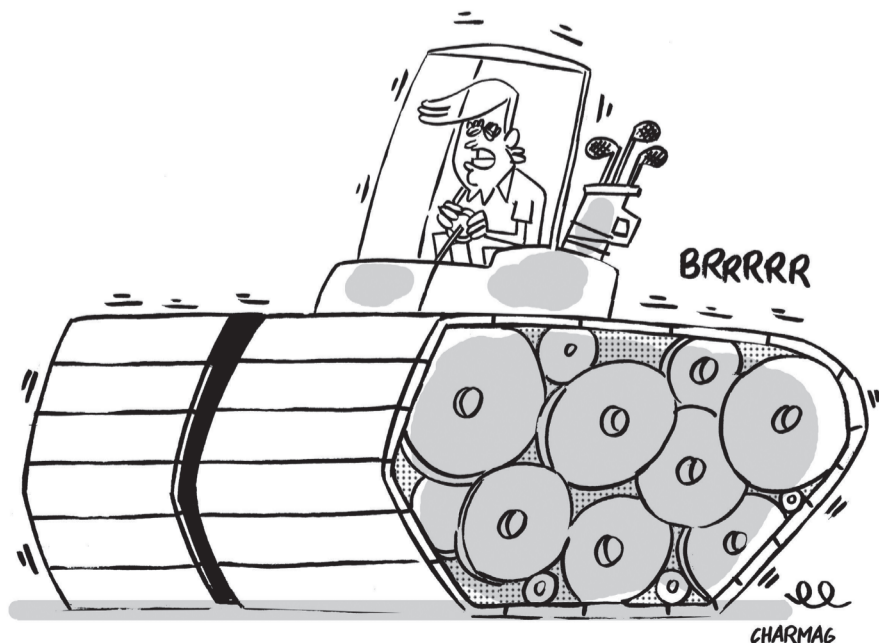
Sur tous ces terrains, Trump se situe plus ou moins dans le sillage de ses prédécesseurs qui, chacun à leur façon, ont servi les intérêts des possédants. Les autres volets de son action sont plus marqués par son populisme. Dans le cadre de son climatocriticisme et de ses liens avec les industries extractives, il a ainsi remis en cause la participation des États-Unis à l'accord de Paris sur le climat. Et il a surtout entrepris un virage par rapport au credo libre-échangiste inlassablement prôché depuis des

années par les présidents successifs (même si dans les faits, les États-Unis conservaient des outils protectionnistes). C'est le sens des relèvements de droits de douane visant la Chine et l'Union européenne, et de la menace de dénonciation de l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain avec le Mexique et le Canada). Au-delà des foudres de Trump, de quoi s'agit-il ? D'une véritable offensive protectionniste, mais qui serait contradictoire avec les intérêts des grandes multinationales américaines (comme Apple) dont les circuits de production sont complètement internationalisés ? Ceci sans même parler des industriels localisés sur le sol étatsuniens mais qui dépendent d'importations extérieures : une fédération patronale, représentant les entreprises dépendantes de l'acier importé, vient ainsi de déposer une plainte devant le tribunal de commerce international à New York ; elle juge que la section de la loi de 1962, à laquelle Donald Trump a eu recours pour imposer les taxes à l'importation d'acier en invoquant un impératif de défense de la sécurité nationale, est inconstitutionnelle. S'agit-il d'une réaction par rapport à la montée de la Chine ? Tout cela va-t-il dériver en une guerre commerciale ?

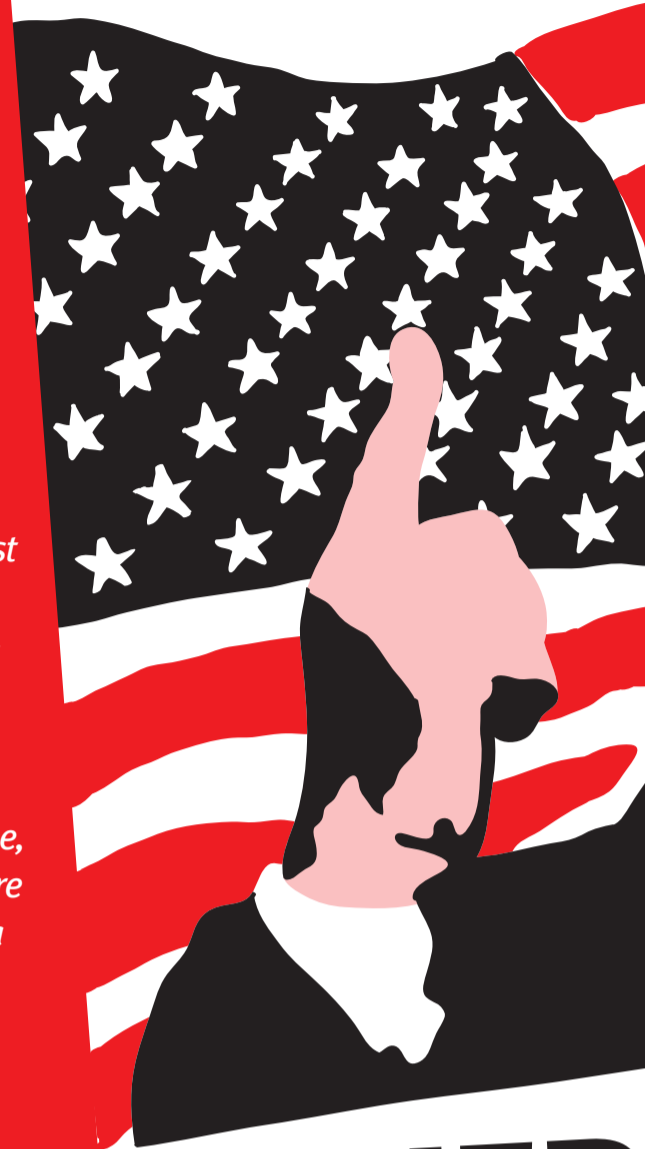
Il est trop tôt pour trancher. Certains pensent que ce volet de la politique de Trump (ainsi que d'autres mesures comme le « muslim ban ») sont tellement contradictoires avec les intérêts du grand capital américain que celui-ci va réagir. Mais, comme le souligne Daniel Tanuro<sup>1</sup>, le grand capital est une abstraction : certaines entreprises pensent qu'elles ont à gagner à des mesures protectionnistes, d'autres pas ; certaines firmes, comme Apple, affichent leur opposition aux mesures de fermeture des États-Unis mais gagnent un pactole avec la réforme fiscale. C'est pourquoi il est vain à ce stade de s'attendre à une quelconque révolution des capitalistes contre la politique de Trump.

Henri Wilno

1 - *Le Moment Trump*, Demopolis, 2018.



**D**ix-huit mois après son accession au pouvoir, Donald Trump trouve quasiment chaque jour une occasion de faire parler de lui. Mais force est de constater que c'est essentiellement la politique étrangère du président des États-Unis qui est (abondamment) commentée, et que sa politique intérieure – et les réactions qu'elle suscite – attirent moins l'attention. Retour dans ce dossier sur les traits saillants de cette politique, les résistances qu'elle rencontre et certains débats au sein de la gauche US.



## USA GUERRE ET RÉ

### AUX ÉTATS-UNIS AUSSI, C'EST

Les nouvelles venues des États-Unis depuis l'élection de Donald Trump en novembre 2016 portent souvent sur sa rhétorique réactionnaire enflammée. Cependant, d'autres voix existent qui remettent en cause ses attaques.

**C**e ne sont pas les voix des Démocrates qui, depuis les élections, mènent une politique chauvine, accusant Trump de ne pas être un patriote et de vendre le pays aux Russes. Le dernier exemple en date est le deal avec la Corée du Nord où les Démocrates ont accusé Trump d'avoir cédé à Kim Jong Un et d'avoir été « mou ». Un positionnement nationaliste qui est le fait des Démocrates corporate (y a-t-il des Démocrates qui ne le sont pas ?), mais aussi de la « gauche » du parti qu'incarnent Bernie Sanders ou Elizabeth Warren. À cette politique s'ajoute la tentative de repeindre en or les années Obama comme des années de prospérité et de justice sociale, alors même que beaucoup des mesures réactionnaires de Trump ne sont que des prolongements de la politique d'Obama. Du côté des états-majors syndicaux, il y a une opposition de façade à Trump (à part pour les syndicats du bâtiment et de l'énergie que Trump a achetés en leur proposant de créer des emplois dans le secteur des infrastructures énergétiques dans le pétrole

et le gaz), mais celle-ci ne voit comme exutoire qu'une victoire des Démocrates aux élections de mi-mandat de 2018, puis à la présidentielle de 2020, alors que ceux-ci n'ont aucune intention de rendre leur programme plus favorable aux travailleurs. S'il y a une opposition à la politique de Trump, elle est à trouver dans la rue, modeste mais persistante et radicale.

### Les migrantEs dans le viseur

La liste des mesures anti-immigrés de Trump est déjà longue, malgré le fait qu'il ne soit président que depuis un an et demi. Il a commencé par le « muslim ban », l'interdiction de voyager aux États-Unis pour les ressortissants de sept pays « musulmans » accusés tout simplement d'être terroristes ; la fin du programme TPS (statut de protection temporaire) pour 317 000 ressortissantEs qui venaient de pays touchés par des catastrophes naturelles comme le Salvador, le Honduras ou Haïti, et qui n'y avaient aucune possibilité de mener une vie décente ; la fin du programme DACA qui permettait la régularisation de jeunes entrés mineurs aux États-Unis,

les Dreamers ; le déploiement de milliers de gardes nationaux à la frontière mexicaine ; le scandale des mineurEs isolés migrants dont 1500 ont été « perdus » en attendant leur placement, certains probablement enlevés par des trafiquants d'enfants, révélé par le *New York Times* ; les raids incessants de l'agence d'immigration ICE contre les 11 millions de sans-papiers vivant aux États-Unis ; la séparation des enfants migrants de leurs parents en attendant le jugement d'immigration de ceux-ci, parqués dans des camps sordides à la frontière mexicaine. Cette liste ne comprend que les mesures effectives et pas les rêves autoritaires de Trump, comme celui de construire un mur à la frontière mexicaine. Ce qui frappe, c'est la continuité avec la politique d'Obama. La loi permettant de séparer enfants et parents à la frontière en attente d'un jugement avait été passée sous Obama ; Trump en a fait usage, avant de revenir à l'ancienne méthode face au scandale. Trump n'a pas réussi à égaler pour l'instant le nombre d'expulsions sous Obama, qui lui avaient fait gagner le surnom « d'expulseur en chef ».





# RE DE CLASSE SISTANCES

## DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE

Mais toutes ces mesures ne sont pas passées comme des lettres à la poste et des victoires ont été engrangées par le mouvement social. Suite à l'occupation des aéroports par des dizaines de milliers de personnes contre le muslim ban, celui-ci a été suspendu par un juge d'Hawaï, avant d'être remis en place et modifié par la Cour suprême. Les mobilisations locales contre l'expulsion de telle ou telle personne, où les églises jouent un rôle primordial, ont également permis des victoires. Les blocages autour de centres de l'ICE qui ont eu lieu récemment montrent la vivacité du mouvement pour les droits des migrants.

### Grèves enseignantes

Depuis l'élection de Trump, les enseignantEs et personnels scolaires se sont mis en grève dans six États « rouges » (républicains), où les lois anti-syndicales sont féroces et nient aux enseignantEs le droit de négocier collectivement leurs conditions de travail : la Virginie occidentale, le Kentucky, l'Arizona, le Colorado, l'Oklahoma, la Caroline du Nord. Les revendications concernaient l'augmentation des salaires pour le personnel enseignant et non enseignant, dans un contexte où les impôts finançant l'éducation,

fixés localement, se sont effondrés ces dernières années. Les enseignantEs, soutenus par leurs syndicats NEA et AFT, mais surtout organisés en comités de mobilisation, ont refusé de faire une myriade de négociations locales et ont directement frappé au niveau de l'État, contraignant les représentants républicains ou démocrates à satisfaire leurs revendications. Les personnels ont aussi remporté la bataille de l'opinion : plus de 70 % de la population, Démocrates et Républicains confondus, soutenaient leur grève. Ces grèves d'enseignants victorieuses en pays « rouge » montrent que même face à Trump, la lutte paie.

### Des luttes... et des dangers

Un jugement récemment passé par la Cour suprême va justement avoir une importance majeure sur les luttes futures. Aux États-Unis, pour le secteur public, lorsqu'un accord collectif est atteint entre employeur et syndicat, cet accord s'applique à toutes les employéEs qui doivent en retour verser automatiquement une partie de leur salaire au syndicat sous forme de cotisations. Le 27 juin, par le jugement « AFSCME vs. Janus », la Cour suprême des États-Unis a donné à un employé le droit de bénéficier des avantages syndicaux sans

verser de cotisations au nom du respect du premier amendement de la Constitution sur la « liberté d'expression ». Des milliers d'enseignantEs ont déjà reçu des e-mails de l'institut MacKinac, un think tank néolibéral financé par les fonds privés de la ministre de l'Éducation Betsy DeVos, leur conseillant de quitter le syndicat. Les syndicats du public vont faire face à un choix de vie ou de mort : lutter ou se bercer d'illusions sur le fait que les Démocrates abrogeront peut-être cette mesure.

La politique de Trump n'est pas sans provoquer des résistances. D'autres mobilisations sociales entamées précédemment comme Black lives matter ou la lutte pour les droits des femmes continuent également. Un juge « progressiste » de la Cour suprême, Kennedy, va prendre sa retraite et sera remplacé par un nommé de Trump. Le droit à l'avortement sera-t-il le prochain à être remis en cause ? Pour porter des fruits, ces résistances ne doivent pas être captées d'un point de vue institutionnel par les Démocrates qui se prétendent les « amis des luttes » avant de faire l'inverse une fois au pouvoir, quelle que soit la couleur dont ces Démocrates se peignent, certains même se disant « socialistes ».

**Stan Miller**

## LE RENOUVEAU DE LA GAUCHE AUX USA

**ENTRETIEN.** **Dan La Botz**, universitaire et militant politique étatsunien, vient de publier « *Le Nouveau Populisme américain. Résistances et alternatives à Trump* »<sup>1</sup>. Il a bien voulu répondre aux questions de l'Anticapitaliste sur l'élection de Donald Trump, les résistances et les alternatives qui se développent aux USA. Nous publions ici la partie de l'interview qui porte sur ces deux derniers points.

### Est-ce que tu peux revenir sur Bernie Sanders et sa candidature ?

Sanders a été dans sa jeunesse membre d'une organisation socialiste d'étudiantEs. Il est entré en politique à gauche du Parti démocrate. En tant qu'élu, il est toujours resté indépendant tout en travaillant en liaison avec les démocrates de son État (le Vermont) et du Congrès. Dans sa campagne des primaires, il a affirmé qu'il était un « démocrate socialiste » avec une conception du socialisme qui renvoyait au « New Deal » de Roosevelt et aux expériences sociales-démocrates scandinaves. L'appareil du Parti démocrate a utilisé toutes les possibilités pour qu'Hillary Clinton gagne les primaires. Même si Sanders n'est pas un anticapitaliste, sa campagne a fait revivre le débat sur le socialisme dans le pays.

### L'élection de Trump a provoqué d'importantes réactions et des manifestations ?

Effectivement, il y a d'abord eu une énorme mobilisation des femmes contre cet individu qui étalait son machisme sans vergogne. Le 2 janvier 2017, deux millions de femmes ont défilé dans tout le pays ; ces manifestations ont été sans doute les plus grandes de l'histoire des États-Unis. Le « Muslim ban » [décret de Trump suspendant l'admission des réfugiés aux USA et interdisant l'entrée sur le territoire de citoyens de plusieurs pays musulmans, même s'ils sont en possession de visas américains] a également suscité d'importantes réactions et des manifestations. Plus récemment, les mesures de séparation des enfants et des parents immigrés ont également suscité la révolte. La division entre la population noire et blanche reste la plus grande fracture de ce pays et il y a inévitablement un lien entre les inégalités sociales et économiques et la répression policière. C'est dans ce contexte que qu'est apparu en 2015 le mouvement « Black lives matter ». La décision de nombreux joueurs de la National Football League de refuser de se tenir debout pendant l'hymne national a suscité la fureur de Trump. Il faudrait aussi parler du mouvement « Me too », des jeunes mobiliséEs contre les armes à feu et du mouvement écologiste qui a une plus longue histoire. Tous ces mouvements contestent d'une façon ou d'une autre Trump et sa politique. Mais ils ne sont pas vraiment organisés. Sur chacun de ces thèmes, beaucoup de militants et de groupes font un énorme et excellent travail au niveau local mais ils ne sont pas coordonnés, leur activité est parfois sporadique.

### Et du côté des syndicats ?

Le syndicalisme américain est très affaibli : le taux de syndicalisation global est aux environs

de 10 %, avec 6,4 % dans le privé. Face à Trump, les syndicats sont divisés mais, de toute façon, manquent désormais de traditions de lutte. L'UAW, le syndicat de l'automobile, avait une orientation plus à gauche, mais sa direction a complètement évolué vers la droite ; de plus le patronat a implanté des nouvelles usines dans des États ruraux où les droits syndicaux sont restreints et les travailleurEs mal payés, et où l'UAW ne pouvait pas syndiquer les nouveaux travailleurEs. Trump s'est affiché d'emblée avec des syndicalistes disant qu'il allait faire revenir les postes de travail et défendre le charbon. Il existe très peu de structures syndicales combattives ; le syndicat des dockers de la côte Ouest constitue une des rares exceptions. Il existe cependant un petit courant de syndicalistes de lutte généralement regroupé autour de Labor Notes ; c'est un réseau syndical avec un site, un mensuel, des livres (j'ai écrit dans ce cadre à destination des militants un « Manuel du fauteur de troubles ») et qui organise une conférence annuelle. C'est important mais ça reste très minoritaire.



Certes, certaines luttes ont marqué les dernières années : les luttes des enseignants de Chicago, des travailleurs de la compagnie de téléphone Verizon, celles pour les 15 dollars [hausse du salaire minimum] et surtout le mouvement des enseignantEs de Virginie occidentale au début de cette année pour l'augmentation des salaires et la défense des acquis. Dans ce cas, il s'agit d'un vrai mouvement auto-organisé qui a débordé les structures syndicales. Les enseignantEs ont gagné et la vague a atteint d'autres États. C'est un exemple très encourageant qui montre la possibilité de construire un nouveau mouvement ouvrier.

### Et du côté politique ?

Le Parti démocrate est profondément divisé. La direction explique que les candidats issus de la gauche ne peuvent gagner et

risquent de faire perdre le cœur de l'électorat tandis que la gauche soutient que son orientation est le seul moyen d'attirer la masse des gens qui ne votent pas. Bernie Sanders a sans doute comme projet d'être candidat en 2020 mais je pense que ses chances aux primaires ne sont pas évidentes : l'appareil démocrate choisira quelqu'un de plus présentable et de plus progressiste qu'Hillary Clinton, à l'image d'Elizabeth Warren, Kamala Harris ou Kristin Gillibrand.

Au total, la gauche indépendante, toutes composantes confondues, représente environ 50 000 personnes organisées, mais elle se développe. C'est le cas notamment de DSA (Democratic Socialists of America), dont je suis maintenant membre, qui a désormais plus de 30 000 membres. DSA se situe dans la filiation historique de la II<sup>e</sup> Internationale et avait au départ comme projet de « révéler » la nature populaire et ouvrière du Parti démocrate. DSA a considérablement grossi depuis la campagne de Sanders avec de nombreuses adhésions de jeunes. DSA est très hétérogène ; sur les 6 000 adhérents new-yorkais, 10 % au plus sont des militants. Ce qui est important ce sont les groupes de travail, autour de thèmes comme le logement. À New York, un groupe de ce type est composé de syndicalistes. DSA n'est pas lié organiquement au Parti démocrate et ne soutient pas forcément les candidats démocrates aux élections. Des membres de DSA se présentent aux primaires démocrates comme Alexandria Ocasio-Cortez qui vient de remporter la primaire d'une des circonscriptions de New York. Les choses doivent être claires, nous pouvons travailler avec la gauche démocrate mais nous ne sommes pas la gauche démocrate.

Il y a aussi l'extrême gauche. Nous avons divers groupes, souvent sectaires. Ma tradition est celle du « socialisme par en bas », représentée à mon avis par deux organisations : Solidarity dont je suis militant depuis 1985 (la double appartenance est possible) et ISO (International Socialist Organisation), plus léniniste. Pendant 50 ans, nous avons tenté de construire des partis indépendants. D'autres ont tenté de réformer le Parti démocrate et nous avons tous échoué. Le paysage politique ne changera pas fondamentalement tant qu'il n'y aura pas de grands affrontements de classe. Mais, dès aujourd'hui, pour construire les mouvements sociaux et un nouveau syndicalisme, le rôle des militants politiques socialistes est essentiel.

**Propos recueillis, le 28 juin 2018, par Virginia de la Siega et Henri Wilno**

<sup>1</sup> - *Le Nouveau populisme américain. Résistances et alternatives à Trump*, Syllepse, 288 pages, 20 euros.



## AIR FRANCE

## En attendant le nouveau PDG, rien n'est réglé

Le référendum qui a vu la direction d'Air France perdre avec une très forte mobilisation des salariéEs n'en finit pas de produire ses effets.

Janillac est parti, et la nomination du nouveau PDG est l'objet d'un véritable suspense. La PDG intérimaire A.-M. Couderc, face à la menace de grève les 23 et 24 juin, a annoncé accélérer la procédure, expliquant que seul le nouveau PDG pourrait prendre une décision.

### Une situation sous tension

L'intersyndicale a finalement décidé de lever le préavis, certains syndicats pensant qu'il fallait attendre la nomination. En menaçant de reprendre les hostilités à tout moment. Décision motivée pour certains par le fait que leurs troupes avaient besoin de récupérer des pertes dues aux grèves, d'autres espérant des changements positifs et l'élimination de tous les membres de l'ancienne direction. Par souci d'unité et pour préserver l'avenir, l'ensemble des syndicats, à l'exception d'un des syndicats de pilotes (SPAF, 20% des pilotes) s'est rallié à cette décision. Les mécaniciens avion, de leur côté, soutenus par Sud-aérien et la CGT qui a rejoint cette mobilisation spécifique, ont repris des mouvements de grève pour des augmentations de salaire. La situation dans l'entreprise reste sous tension, entre mouvements de grogne et discrédit de l'encadrement qui a soutenu aveuglément la direction démissionnaire. S'y ajoutent des éléments inquiétants comme la révélation par Alter (10% des pilotes) d'un incident grave (calculateur en panne car mal fixé sur un avion, ce dernier sortant d'une visite d'entretien sous-traitée à une entreprise tierce), ainsi que de nombreuses annulations de vols dues en particulier à un sous-effectif pilote (tous les secteurs de l'entreprise sont aujourd'hui en sous-effectif chronique!) ou par manque de disponibilité avion.

### Vers la vente de la participation de l'État?

De son côté, la presse bruisse de noms de candidats au poste de PDG. Certains prônant une solution qu'ils pensent radicale: couper le dernier lien d'Air France avec l'État en vendant la participation et le droit de veto de celui-ci. Avec l'offre de la chaîne hôtelière Accor, à capitaux US et chinois, qui est très intéressée par le fichier des clientEs et son programme de fidélité et de miles gratuits. Au risque de voir Air France partir dans une aventure et des rachats où personne ne garantit rien. À l'image de Servair, la filiale de restauration vendue l'an dernier au groupe chinois HNA, qui se révèle insolvable et vient d'être remise en vente... En attendant, on peut voir une vidéo surréaliste sur l'intranet: des hauts cadres d'Air France participant le 21 juin à une course de canetons. Faute de faire marcher les salariéEs à la baguette, ce sont les canetons qui trinquent!

Correspondants

# PRÉCARITÉ Montée en puissance des CDD et de l'intérim

Une note de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) confirme la montée en puissance de la précarité. Certes, la très grande majorité des salariéEs (84,6%) est en CDI. Mais la part des salariéEs en contrats précaires ne cesse d'augmenter depuis le début des années 1980. Désormais, une majorité des salariéEs de 15-24 ans (55%) est sous contrat précaire. 10,8% des salariéEs sont en CDD (5% au début des années 1980), 3% en intérim (1% au début des années 1980), et 1,6% en apprentissage.

En théorie, les CDD n'ont « ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise » (code du travail). Dans la pratique, ce n'est pas le cas. En 2017, la DARES avait déjà établi que « plus de la moitié des établissements optent pour le CDD plutôt que pour le CDI afin de limiter les risques en cas de ralentissement de leur activité ». Autrement dit, les patrons embauchent en CDD pour faire porter le risque sur les salariéEs plutôt que sur eux. Et les gouvernements n'ont cessé de modifier la législation pour leur faciliter la tâche.

### Précarité généralisée... et légalisée

Ainsi, depuis 2015, les CDD peuvent être renouvelés deux fois (au lieu d'une). Depuis les ordonnances de l'été 2017, les accords de branche peuvent en outre déterminer, sans aucun plafond, le nombre maximal de renouvellement de CDD, leur durée maximale et les durées de carence! Dans certains secteurs (comme la restauration), les patrons peuvent déjà avoir recours aux « CDD d'usage », qui leur permettent de faire à peu près ce qu'ils veulent. Dans le nettoyage par exemple, des salariéEs enchaînent les CDD, en passant par la case chômage le temps du délai de carence. Autrement dit, une partie des salariéEs (surtout des ouvrierEs et des employéEs) est enfermée dans la précarité de façon durable. De façon cynique, la classe dominante s'appuie



sur cette « dualisation » du marché du travail pour stigmatiser les « privilégiés ». Il faudrait en finir avec les protections liées au CDI, au nom de « l'égalité ». Cela permettrait aux exclus du marché de travail de pouvoir y trouver leur place. C'est le sens des ordonnances Macron de l'été dernier, avec à terme l'horizon d'un contrat unique pour tous, où la force de travail sera sans protection. La durée des CDD est en outre de plus en plus courte. La part des contrats de moins d'un mois est passé de 57% des CDD en 1998 à 83% en 2017; la part des

contrats d'une seule journée s'est accrue, passant de 8% en 2001 à 30% des CDD en 2017. Les secteurs qui contribuent le plus à l'augmentation de la part des CDD très courts sont l'hébergement médico-social et la santé. Si les services sont gourmands en CDD, l'industrie et la construction raffolent de l'intérim, avec un taux de recours de 12%. Le nombre d'intérimaires a progressé de 11,5% entre avril 2017 et avril 2018. Près de 80% des intérimaires sont des ouvrierEs.

### L'essor des ruptures conventionnelles: une aubaine pour le patronat

Le patronat est friand du dispositif des « ruptures conventionnelles » mis en place en 2008. En 2017, les démissions sont le motif le plus fréquent de rupture anticipée de contrat (40%), suivies des fins de période d'essai

et des licenciements pour motif personnel (environ 20% chacun). Mais les ruptures conventionnelles sont en plein essor et représentent désormais 10% des ruptures de contrat (420 900 en 2017, en hausse de 7,8% par rapport à 2016). Elles se substituent en partie aux démissions, mais aussi (pour 25% d'entre elles selon la DARES) aux licenciements économiques. Le patronat a tout intérêt à avoir recours aux ruptures conventionnelles quand il veut se débarrasser de salariéEs: simplicité, rapidité, pas de possibilité de recours pour le ou la salariéE, pas de contraintes liées aux PSE... Hormis les cadres, les salariéEs sont très rarement en position de négociateur des indemnités supérieures au minimum légal. Sous la pression de leur patron et par peur de la stigmatisation liée au licenciement, beaucoup acceptent les ruptures conventionnelles.

Grâce à Macron, les patrons peuvent désormais avoir recours aux « ruptures conventionnelles collectives » s'ils trouvent des syndicats collabos pour donner leur accord. Ils n'ont même plus besoin de justifier de difficultés économiques, et ils peuvent dégraisser massivement sans craindre le contrôle d'un juge. C'est la porte ouverte à tous les abus.

### En finir avec la précarité!

La logique capitaliste nous enferme dans une alternative abjecte: accepter plus de précarité ou accepter plus de chômage. Refuser cette alternative implique de sortir du capitalisme: le droit au salaire à vie implique un contrôle des travailleurEs sur les moyens de production, condition nécessaire pour permettre à chacun de vivre de son travail.

Gaston Lefranc

## Solidarité financière avec les postierEs grévistes du 92!

Cent cinquante postierEs sont en grève reconductible depuis le 26 mars dans les Hauts-de-Seine (92). Après le licenciement de Gaël Quirante, les poursuites au tribunal pour l'empêcher d'entrer dans les centres, les interventions des CRS, de la BAC, les paies à 0 euro pour l'ensemble des grévistes (une première à La Poste)... La Poste a presque tout essayé, et pourtant la grève tient! Les grévistes multiplient même les actions aux côtés des autres secteurs en lutte, cheminots, étudiants, Geodis, Catacombes et éducatrices de



jeunes enfants... Un appel d'élus PC, FI, PS exigeant une médiation de la préfecture et de l'inspection vient d'être rendu public. Pour aider les grévistes à tenir:

### POUR DONNER EN LIGNE:

<https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66>

### PAR CHÈQUE:

Envoyez vos chèques à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes. Chèques à l'ordre de SUD Poste 92, mention « solidarité grévistes » au dos.

## VIOLENCES SEXISTES

# Le féminisme fait partie des combats syndicaux

La parution d'un article sur Mediapart et la publication d'une tribune signée par des militantes féministes<sup>1</sup>, associatives et politiques ont mis sur la place publique de graves pratiques de violences sexistes au sein de la CGT Ville de Paris. Leur répétition a conduit les militantes concernées à entamer une bataille interne pour faire cesser ces pratiques et leur banalisation. C'est cette bataille que Mediapart révèle.

Aucune organisation politique, syndicale, associative, ne peut se prévaloir de ne pas connaître de telles situations. Dans tous les cas, d'insupportables arguments rendent difficile leur éradication. Si les actes de violences sexuelles, physiques, ou les injures, sont généralement



## PSYCHIATRIE Au Havre, « perchés » sur le toit pour être entendus

Au Centre Pierre-Janet (psychiatrie de l'hôpital du Havre, voir l'Anticapitaliste n°435), la lutte a franchi un nouveau cap le 26 juin.

Devant le refus de la directrice de l'Agence régionale de santé (ARS) de venir constater la situation et de négocier sur place, sept soignantEs, ont, comme l'avaient fait leurs collègues du Rouvray quelques semaines plus tôt, décidé de mettre leur santé en danger pour débloquer la situation. Ils se sont installés sur le toit des urgences psychiatriques et sont déterminés à n'en redescendre qu'à la venue de la directrice de l'ARS.

### Solidarité avec les « perchés »

Lors de la manifestation du 28 juin, le cortège, ouvert par les hospitaliers est passé devant « Janet » et, chacun à leur tour, fonctionnaires, cheminotEs, dockers et agents portuaires ont ovationné les « perchés ». Le cortège santé, dynamique, est allé jusqu'à la sous-préfecture pour être entendu.

Collègues, patients, familles, personnels d'autres sites de l'hôpital du Havre, retraitéEs, grévistes du Rouvray... viennent partager des



moments de solidarité, apporter vivres et boissons aux « perchés », 24 heures sur 24. Le 27 juin, notre camarade Christine Poupin, porte-parole du NPA, est venue rencontrer les grévistes et leur apporter notre soutien.

La situation des « perchés », avec la chaleur intense qui règne actuellement, va devenir critique à court terme. La semaine va donc être décisive. Les médecins de Janet se rendaient lundi à l'ARS

pour exiger une réponse aux revendications des grévistes, le président de la commission médicale d'établissement (CME) du groupe hospitalier du Havre devait évoquer la question lors d'une rencontre mardi avec la ministre, mais pour l'instant rien n'est acquis et le soutien doit partout s'amplifier. Le ministère et l'ARS doivent mettre fin à une situation insupportable qui amène des salariés à mettre en jeu leur santé pour... permettre aux

patientEs dont ils et elles ont la charge d'être soignés décemment.

### Au Rouvray, la lutte continue

Pendant ce temps à Rouen, au « Rouvray », les lendemains de la grève ne sont pas un long fleuve tranquille ! Le protocole concrétisant les acquis de la lutte a bien été signé le 29 juin. Ce sera un point d'appui solide alors que le directeur part en retraite et que s'ouvre une période d'intérim et d'incertitudes pour l'établissement. Le médecin-« super-manager » qui préside la CME entend en effet utiliser la période de vacance du pouvoir pour imposer sa vision d'une psychiatrie ou la gestion passe avant l'humain, tout ce que les grévistes ont combattu pendant leur mouvement. Il a obtenu du directeur, avant son départ, la dissolution d'un des « pôles » de l'hôpital, dont il pourra ainsi plus facilement s'attribuer les moyens. C'est pourquoi, dans une lettre à la ministre, les organisations syndicales et l'ancien comité de grève ont exigé son départ, ainsi que celui de la directrice des soins, elle aussi « super-manageuse », condition de retour à une ambiance satisfaisante dans l'établissement.

Pour disposer des moyens d'un service public de psychiatrie, d'un soin psychique de qualité, d'une psychiatrie humaniste, la lutte continue donc en Seine-Maritime.

**CorrespondantEs**

## GAZ-ÉLECTRICITÉ Une grève qui nous concerne touTEs

Des dizaines et des dizaines (plus de 200 à l'échelon national) de sites occupés et bloqués : C'est dire l'importance du mouvement en cours chez les salariéEs des réseaux de distribution d'électricité (Enedis, filiale d'EDF) et du gaz (GRDF, filiale d'Engie). La grève touche aussi des sites de production d'électricité d'EDF, y compris des centrales nucléaires.

C'est le mouvement le plus important dans le secteur depuis 10 ans. La mobilisation impulsée par la CGT-énergie a commencé en avril, en convergence avec la lutte des cheminotEs et sur les revendications des salariéEs de l'énergie, c'est-à-dire sur les salaires, le maintien des emplois, des conditions de travail correctes et la défense du service public.

### Privatisations et nouvelles méthodes de gestion

Le service public est en effet attaqué de tous les côtés. Il y a d'abord les privatisations. Le 7 février dernier, le gouvernement Philippe a acté la privatisation du secteur hydroélectrique français : d'ici 2022, 150 des plus grands barrages (plus de 20 mètres de haut) devraient être vendus. Le gouvernement français dit qu'il est obligé de se plier à une injonction de la Commission européenne, mais d'autres États-membres y ont résisté par des biais juridiques divers. La loi Pacte ouvre quant à elle la possibilité d'une privatisation totale d'Engie au mépris de tous les engagements de l'État. Souvenons-nous que lors du débat sur la transformation de GDF en société anonyme, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, déclarait devant l'Assemblée nationale : « EDF-GDF ne sera pas privatisée, ni aujourd'hui ni demain ». On peut donc craindre pour l'avenir d'EDF même si le gouvernement jure ses grands dieux que la privatisation n'est pas à l'ordre du jour.

S'ajoutent à ces dangers les nouvelles méthodes de gestion qui, non seulement suppriment des emplois, mais ont des conséquences négatives pour les usagerEs. Il y a le compteur Linky, mais aussi les fermetures d'agences qui permettent le contact avec la population.

### Une agence rouverte à La Courneuve

Des militants CGT ont ainsi occupé la dernière agence EDF d'Île-de-France pour protester contre sa fermeture, à la Courneuve, en Seine-Saint-Denis. Cette agence est fermée depuis le 1<sup>er</sup> mars au profit du contact téléphonique ou via internet, ce que dénonce à juste titre la CGT. Un accueil des usagers y a été organisé. EDF, jointe par France Bleu Paris, a confirmé une fermeture « progressive » de tous ses accueils physiques en France, au motif qu'ils ne sont plus assez fréquentés. Comme le déclarait alors un usager qui s'est présenté à La Courneuve pour régler un problème de factures impayés : « Franchement, tout le service public, ça va mal, on ferme les agences et on passe son temps au téléphone, on dirait qu'on parle à une machine ». Eh oui, le service public, ça va mal, ça se dégrade, mais sa crise est organisée pour préparer l'opinion à accepter la privatisation. Et les seuls qui y gagneront, ce seront les actionnaires : la maison-mère de GRDF, Engie, a distribué 29 milliards d'euros de dividendes entre 2009 à 2017.

Quels que soient les désaccords que nous pouvons avoir sur l'avenir du nucléaire avec la CGT, il est clair que la lutte des salariéEs pour leurs revendications et un grand service public de l'énergie concerne non seulement les salariéEs de la branche mais aussi toute la population !

**Henri Wilno**

## BROGLIE Les réactionnaires en marche

Samedi 16 juin, une scène assez surréaliste s'est déroulée dans les rues du village de Broglie (27).

Une procession descend du château pour se rendre à l'église. En regardant de plus près, on y voit le préfet de l'Eure, un ministre macronien (Lecornu), des maires locaux, un sénateur, d'autres élus de la République, des aristocrates, dont Philippe Maurice de Broglie (gros propriétaire terrien), des charitons, un évêque, un curé traditionaliste, un aumônier des armées, des officiers de gendarmerie, des anciens combattants porte-drapeau et les habituelles grenouilles de bénitier de la campagne....

### Un héros royaliste et contre-révolutionnaire

Cette cérémonie autorisée par dérogation administrative avait



pour but de retirer Victor François De Broglie (1718-1804), duc De Broglie et maréchal de France, de son tombeau en la chapelle du château pour le loger dans l'église du village de Broglie. Cette

initiative incongrue de la famille De Broglie visait à célébrer le glorieux ancêtre traîneur de sabre. Mais qui était ce Victor sorti de la naphthaline ? Un aristo mouillé au plus haut degré dans la monarchie des Bourbons, qui a fui comme un courageux militaire lors de la révolution de 1789, et qui a participé, à partir de la Russie, puis de l'Allemagne, aux assauts des troupes royalistes coalisées contre la République naissante. Émigré royaliste et contre-révolutionnaire, mort en exil, gommé par l'histoire, il fallait bien que sa famille, nostalgique d'une grandeur passée, lave l'affront...

### Valeurs rances et conservatrices

Après une bonne messe en latin, où religieux, militaires, aristos, représentants de l'État, élus républicains, ont joyeusement

communié ensemble, la dépouille a trouvé sa place, face à l'autel, au cœur de l'église. On connaissait le mariage du sabre et du goupillon, on y ajoute la participation des élus de la République. Cette collusion sent les valeurs rances et conservatrices de la vieille France. La mascarade orchestrée par nobles et hobereaux est une véritable insulte faite à la Révolution de 1789, à la République, aux droits humains, à la levée en masse du peuple pour abattre les partisans du vieux régime, aux valeurs d'égalité sociale.

La Libre Pensée a organisé un rassemblement le jour même, et des habitantEs de Broglie ont exprimé leur surprise et leur colère par une campagne d'affichage. Vigilance face à la montée du conservatisme rural !

**Correspondants**

condamnés, les gestes, remarques ou « blagues » salaces, ouvertement sexistes, sont largement tolérés au nom d'un environnement largement imprégné d'un sexisme ordinaire.

Il est de règle de faire passer celles et ceux qui dénoncent de tels actes pour des personnes fragiles, peu prêtes à affronter les duretés de la société. Qui plus est, les dénonciations sont souvent considérées comme faisant partie de manœuvres politiques visant à déstabiliser des militants très engagés, sincères, radicaux, critiques... L'imbrication et l'intrication de ces positionnements rendent encore plus difficile la situation et le combat des victimes.

### Des résistances toujours présentes

Le PCF, et donc la CGT, ont longtemps eu des positions natalistes, hostiles au féminisme, refusant de s'engager dans

les batailles pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception<sup>2</sup>. Il faudra attendre le milieu des années 1990 pour que les combats des femmes trouvent une légitimité, avec la mise en place des commissions femmes-mixité, de la parité dans les structures de direction confédérale. Depuis, publications, formations, journées annuelles, positionnements publics sur les mobilisations... fournissent le socle d'une évolution significative dont témoigne aussi la publication en 2016 de l'étude réalisée par T. Rigaud et R. Silvera à l'initiative du Collectif Femmes-Mixité de la CGT : « Les freins et leviers à l'accès et au maintien des femmes aux responsabilités syndicales. Le cas de la Commission exécutive confédérale de la CGT ».

À l'opposé, les positionnements retranscrits par *Mediapart*, non contestés, de

plusieurs responsables confédéraux risquent de décrédibiliser le travail de sensibilisation, de déstabiliser celles et ceux qui s'y sont engagéEs. Ces réactions montrent l'ampleur du travail qu'il reste à faire pour que les organisations apportent enfin des réponses à la hauteur des enjeux. L'appareil CGT, comme tout appareil associatif, syndical ou politique est imprégné d'un conservatisme social résultant de son existence au sein d'une société patriarcale, capitaliste. La recherche d'équilibres politiques dont l'affaire Lepaon a révélé les risques, amplifie les tentations de compromis, d'atermoiements. La proximité d'échéances électorales renforce la tentation de repli sur la forteresse assiégée. Toute critique ou mise en cause est soupçonnée de n'être qu'une volonté de nuire à l'organisation.

### Des avancées à consolider

TouTEs les militantEs syndicaux connaissent les difficultés à mettre en œuvre une activité féministe régulière. Mais les combats transversaux contre le sexisme, le racisme, l'homophobie... ne mettent pas en danger l'unité de la classe ouvrière, des oppriméEs, ni les organisations qui en défendent les intérêts immédiats et « historiques ». La libération de la parole des femmes, largement favorisée par les campagnes « Balance ton porc » et « Me Too » constitue un engagement dans une voie historique. Les mobilisations qui se développent en Amérique latine, après la Pologne, l'État espagnol, l'Irlande confirment un renouveau. Il ne faudrait pas que les difficultés du syndicalisme, la dégradation du rapport de forces fournissent des

prétextes à l'immobilisme, aux reculs. Il faut, au contraire, soutenir l'existant. (Re-)développer les commissions femmes-mixité, les groupes femmes d'entreprises, créer, renforcer les liens avec des organisations comme l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT), renforcer les batailles pour l'égalité professionnelle et contre toutes les formes de discriminations, de harcèlement notamment à connotation sexiste ou sexuelle.

Syndicalistes donc féministes, tant qu'il le faudra.

**Robert Pelletier**

1 - [http://www.liberation.fr/debats/2018/06/29/la-cgt-les-luttes-ne-se-gagneront-pas-sans-les-femmes\\_1662888](http://www.liberation.fr/debats/2018/06/29/la-cgt-les-luttes-ne-se-gagneront-pas-sans-les-femmes_1662888)

2 - <https://npa2009.org/idees/>

la-cgt-et-les-femmes-du-familialisme-au-feminisme





## Les Rencontres de La Brèche



Mardi 10 juillet, Rencontre avec Dan La Botz, à la librairie la Brèche.

À partir de 18 h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil). Dan

La Botz, écrivain et militant étatsunien actuellement de passage en France, viendra présenter son livre *Le Nouveau populisme américain*, publié aux éditions Syllepse (voir l'interview de Dan La Botz dans le dossier de ce numéro de *L'Anticapitaliste*).

**10<sup>e</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA**  
SOUS LA PLAGE, LES PAVÉS...

du dimanche 26 au mercredi 29 août dans le village vacances Rives des Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan  
accueil à partir du samedi 25 après-midi, départ le jeudi 30 après le petit-déjeuner

### INSCRIPTION EN LIGNE

[www.npa2009.org/ue2018](http://www.npa2009.org/ue2018)

**POUR PLUS D'INFORMATION, voir la rubrique sur le site ou par mail**

[universite.ete@npa2009.org](mailto:universite.ete@npa2009.org)

### **L'Anticapitaliste la revue** Le n°98 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## Formation-débat

# « Comprendre et discuter les stratégies des mouvements autonomes »

Une soixantaine de personnes se sont retrouvées, le 28 juin dernier, lors de la formation-débat consacrée aux mouvements autonomes et organisée par le NPA-région parisienne.



DR

Après une trop longue période de disette, l'initiative du 28 juin s'inscrivait dans le cadre d'une relance des activités de formation du NPA en région parisienne, malheureusement en panne depuis quelque temps.

### L'autonomie, un courant pas si nouveau

Le choix de la thématique faisait écho à des discussions entre de nombreux camarades et dans de nombreux comités, notamment en raison de la forte présence des courants autonomes dans les dernières mobilisations de la jeunesse, mais aussi de la configuration de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Paris. « De "l'Insurrection qui vient" aux black blocs : les autonomes sont-ils "nos amis" ? » Telle était la formulation, un peu provocante (et sous forme de clin d'œil au deuxième ouvrage du Comité invisible, *À nos amis*), de l'une des questions qui a guidé l'exposé réalisé par nos camarades Manon Boltansky et Julien Salingue. Les deux intervenantEs ont tout d'abord opéré un retour historique sur la naissance des premiers mouvements s'auto-définissant comme « autonomes », dans l'Italie des années 1960-1970, ainsi que sur le développement de l'autonomie en Allemagne dans les années 1980, non pas tant pour dresser une généalogie stricte que pour rappeler que l'autonomie était un mouvement vieux de plusieurs décennies et que le cadre de pensée

des courants autonomes français empruntait à diverses expériences et théorisations.

### Réflexion, discussion, critiques

Des courants autonomes français qui s'inscrivent donc dans un imaginaire commun, mais dont la diversité a été rappelée, tant dans les visions du monde que dans les pratiques, et qui forment ensemble, davantage qu'un groupe, une « constellation » – comme le suggère l'ouvrage éponyme qui regroupe des contributions de nombreux acteurEs de la mouvance

autonome. Un temps relativement important a en outre été consacré aux écrits du Comité invisible, qui ne résumait évidemment pas la mouvance autonome en France, mais dont l'écho (des dizaines de milliers d'ouvrages vendus) indique la place incontournable, et dont l'effort de systématisation et de conceptualisation invite à la réflexion et à la discussion. La dernière partie de l'exposé a davantage porté sur les critiques à l'égard des courants autonomes, que l'on s'intéresse à leurs productions théoriques ou à leurs pratiques, autour

notamment des questions d'auto-organisation et de démocratie, mais aussi des questions liées à la notion de sujet révolutionnaire et à la prise du pouvoir.

L'échange qui a suivi les introductions a été riche et dense, et a témoigné de l'intérêt porté par les camarades et les sympathisantEs du NPA aux questions posées par le développement des courants autonomes, et aussi de la nécessité de poursuivre et d'approfondir les discussions autour de cette thématique... et de bien d'autres!

**Correspondant**

## Les Nôtres

### « Le Grand Michel »

Même si ces dernières années, après son licenciement puis sa retraite, il avait pris du large avec le militantisme, il gardait la hargne de classe qui fait la vraie histoire du mouvement ouvrier, doublée d'une grande lucidité politique et humaine avec toujours des colères et des indignations contre l'injustice. Personne ardente et critique, Michel était aussi un fin jardinier et cuisinier qui savait ouvrir sa porte et sa table

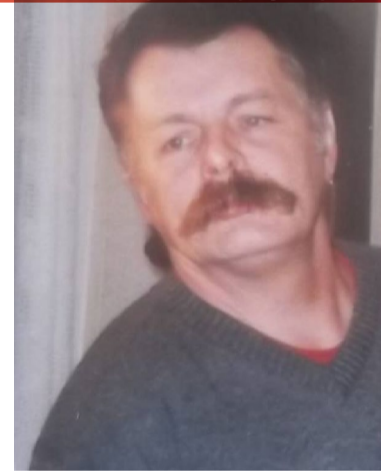
aux camarades et amiEs avec un savoir-faire sans pareil. Autour de ses plats et de ses bouteilles on se sentait bien.

Tu nous manqueras.

À toutes et à tous.

À tes enfants, tes petits-enfants, à ta compagne et notre camarade Francine.

Avec toute notre peine. Hasta Siempre.  
**Des camarades de la LCR, du NPA, de Dreux et d'ailleurs.**



DR

## Les Nôtres

### Paul-Louis Thirard (1932-2018)

Décédé à l'âge de 85 ans le 24 juin dernier, Paul-Louis Thirard aura régalé les lecteurs et lectrices de *Rouge*, l'hebdo de la LCR, mais aussi de *L'Anticapitaliste*, de ses articles (signés PLT) durant de nombreuses années. animateur de la revue de cinéma *Positif* pendant 50 ans, amateur de polars, défenseur du cinéma italien (Fellini, Visconti, Antonioni), qu'il aura contribué à populariser en France par ses articles et ses ouvrages, du cinéma de la jeune révolution cubaine, des films polonais (Wajda), des documentaires militants (Chris Marker...), sa vaste culture aura été accompagnée d'un engagement politique

et anticolonialiste résolument à gauche. En effet, sa génération sera marquée par la guerre que mènera la France en Algérie. Militant au PSU, il rejoindra le réseau Jeanson qui soutient alors la lutte de libération que mène le FLN clandestin. « Porteur de valises » (transport de fonds, de faux papiers, de matériel de propagande pour le compte du FLN), il fera partie, en 1960, des signataires du *Manifeste des 121*, dénonçant le colonialisme français et la torture, revendiquant le droit à l'insoumission. Prônant l'indépendance de l'Algérie, ce manifeste, dont la parution fut d'emblée censurée, ouvrit la voie à une protestation de masse contre cette sale guerre.

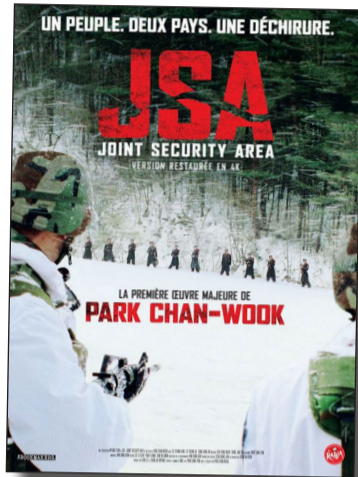
Paul-Louis rejoindra plus tard la Voie communiste, qui regroupera des opposants du PCF et des trotskistes, avant d'adhérer à la LCR au milieu des années 1970. Ses obsèques ont eu lieu en présence de personnalités du milieu du cinéma, de l'ambassadeur d'Algérie, venu dire la reconnaissance du peuple algérien à un courageux soutien à sa lutte d'indépendance, d'ancienEs militantEs de la LCR et de syndicalistes CGT, puisque Paul-Louis, également inspecteur des impôts, était évidemment syndiqué. Finesse, humour, centres d'intérêt multiples, fines connaissances dans de nombreux domaines... caractérisaient PLT. Un camarade au sacré parcours...



Cinéma

# JSA (Joint Security Area)

Thriller sud-coréen réalisé par Park Chan-wook.



patrouille sur la frontière au risque, surtout de nuit, de pénétrer sur le territoire du voisin ou de sauter sur une mine et, en tout cas, de créer un incident pouvant déboucher sur un affrontement. Le réalisateur, dont le film a dû être tourné en studio, multiplie les flash-backs pour faire progressivement appréhender aux spectateurEs ce qui a pu se dérouler cette nuit-là dans ce poste de garde isolé. Le film montre les rapports qui peuvent naître, lorsque les chefs sont loin, entre des soldats qui, pendant des heures, n'ont rien à faire que d'observer qu'il ne se passe rien. C'est l'histoire d'une amitié aussi brève qu'intense. C'est aussi un film politique qui décrit la fanatisation qui règne des deux côtés de la zone : impérialistes contre « cocos ». Comme un officier du Sud le jette avec hargne : « On est soit anti-coco,

soit coco ». Park Chan-wook montre à sa façon que les choses sont plus compliquées, tant à travers le comportement des quatre soldats du film qu'à travers le destin de la militaire suisse. En 2000, date de tournage du film, la situation politique sud-coréenne reste peu stabilisée et Park Chan-wook a donc dû être « prudent », ainsi qu'il l'a déclaré. À un moment donné, le sergent du Nord a une réplique éclairante (ici citée de mémoire) : « Quand les Américains s'énerveront, la Corée du Nord et celle du Sud n'en auront plus que pour trois minutes ». Ce film tient une place particulière dans le parcours de Park Chan-wook ; avec six millions de spectateurs, il fut un immense succès dans son pays. Une version restaurée, mais le film est aussi visible en DVD. **Henri Wilno**

JSA, sorti en 2000, est enfin projeté en salle en France. L'actualité y est peut-être pour quelque chose. Dans un poste de garde situé du côté nord de la zone commune de sécurité (« Joint Security Area ») séparant les deux Corées, une nuit, deux soldats nord-coréens sont tués, un autre blessé, tandis que s'enfuit un soldat du Sud. La tension monte. Afin d'apaiser la crise, la commission de supervision des nations neutres envoie Sophie E. Jean, Suissesse d'origine coréenne, pour enquêter sur le terrain et déterminer le pourquoi de cet incident. Elle recueille divers témoignages, dont celui du soldat rescapé du Sud et se rend progressivement compte qu'en réalité il n'a sans doute pas été enlevé comme il le prétend.

**L'histoire d'une amitié aussi brève qu'intense**

JSA est un film passionnant, servi par d'excellents acteurs. On y voit, décrit par le menu, les rituels qui gouvernent les rapports entre les deux Corées sur la ligne de démarcation. Face à face, des militaires,

en apparence impassibles, s'observent immobiles ; il n'est pas question que même l'ombre d'un soldat du Sud empêche sur le territoire du Nord. Par contre, chacun

Essai

# La nature est un champ de bataille, de Razmig Keucheyan

Éditions la Découverte/Poche, 234 pages, 10,50 euros.

Les éditions la Découverte ont donc eu l'excellente idée de rééditer, en version poche, l'ouvrage de Razmig Keucheyan, initialement paru en 2014. Un livre dont le titre annonce la couleur : il s'agit bien, en effet, de considérer la nature comme un « champ de bataille », à rebours d'un certain consensus qui voudrait que pour « sauver la planète », l'humanité devrait « dépasser ses divisions », comme si les questions écologiques pouvaient faire l'impasse sur les oppositions, voire les contradictions, entre les diverses forces sociales.

**«Racisme environnemental»**

« [La nature] est déjà à l'heure actuelle, et sera de plus en plus à l'avenir, à mesure que la crise écologique s'approfondira, le théâtre d'affrontements entre des acteurs aux intérêts divergents : mouvements sociaux, États, armées, marchés financiers, assureurs, organisations internationales. » Des « intérêts divergents » que l'auteur met clairement en évidence, avec notamment un premier chapitre consacré au « racisme environnemental », dans lequel on mesure à quel point l'idée selon laquelle « l'humanité subit uniformément les conséquences de la crise écologique » est un mythe. Les inégalités environnementales ne sont pas « naturelles », elles sont sociale-ment et politiquement construites, et le racisme, dans sa version « intérieure » ou dans sa version coloniale-impériale, est un facteur certes pas unique, mais déterminant, dans la production de ces inégalités. À travers de nombreux exemples, de l'ouragan Katrina aux luttes contre l'installation de décharges toxiques, l'auteur démontre ainsi que la variable raciale est omniprésente (en lien avec les variables de classe et de genre) dans les catastrophes – et les combats – écologiques.



**«Financiarisation de la nature»**

Les deux autres chapitres du livre sont consacrés aux « moyens que le capitalisme met en oeuvre pour amortir ou gérer les conflits qui résultent des inégalités écologiques, en particulier lorsqu'ils s'intensifient du fait de la crise environnementale ». Deux chapitres particulièrement informés, respectivement consacrés à la « financiarisation de la nature » et à la « militarisation de l'écologie ». Une financiarisation qui repose notamment sur un système assurantiell particulièrement pervers (et rentable pour certains), qui permet de spéculer sur les risques climatiques, au moyen de produits dérivés, d'obligations, etc., mais aussi d'intégrer au marché « global » les coûts liés aux catastrophes climatiques.

Le chapitre consacré à la militarisation est quant à lui, à bien des égards, inquiétant, tant il démontre à quel point les armées et leurs états-majors ont intégré les problématiques liées à la crise écologique et se pensent comme des... solutions : « Du fait de l'accroissement des inégalités qu'elle suscite, la crise écologique induit des conflits armés d'un type nouveau. Elle suscite des évolutions dans les modalités de la violence collective, qui inaugurent une ère nouvelle dans l'histoire de la guerre ». Un ouvrage stimulant, clairvoyant, qui attire l'attention d'une façon originale sur la catastrophe en cours, et fournit des outils pour tenter de la conjurer. **Julien Salingue**

Nouvelles

# Mai 68 : sous les pavés, la rage

Éditions Arcane 17, collection «Polar rouge», 250 pages, 20 euros.

À u milieu des nombreux ouvrages publiés à l'occasion des cinquante ans des événements de mai-juin 1968, *Sous les pavés, la rage* détonne.

**25 histoires noires... et rouges** Recueil de 25 textes, écrits notamment par des auteurEs de polar, le livre nous propose de multiples points de vue sur Mai 68, au travers de nouvelles ou de courts textes qui oscillent entre souvenirs et fiction. On retrouve des noms du polar français (Didier Daeninckx, Catherine Fradier, Cloé Mehdi, Jean-Hugues Oppel), mais aussi notre camarade Alain Krivine, sollicité pour un projet qui entend



donner la part belle à « la contestation sur tous les tons ». L'ensemble est, comme c'est souvent le cas lorsqu'un nombre si importants d'auteurEs sont réunis, inégal, mais de très bonne tenue. C'est tour à tour drôle, sombre, triste, gai, farfelu. Ça parle de « 68 » sous divers points de vue, de manière parfois surprenante, au travers de l'enquête d'un flic, d'un chagrin d'amour, d'un braquage qui tourne mal ou d'une... colonie sur Mars. Bref, on ne s'ennuie pas, et on se rend une fois de plus compte que la littérature et la politique ne se marient jamais aussi bien que lorsque l'on laisse le champ libre aux auteurEs et à leur créativité. **J.S.**

Essai

# Histoire des suffragistes radicales, de Jill Liddington et Jill Norris

Éditions Libertalia, 560 pages, 17 euros.

Un livre qui retrace le combat oublié des ouvrières du nord de l'Angleterre à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début 20<sup>e</sup> siècle. Paru en 1978 en Grande-Bretagne où il fut largement diffusé, il vient d'être traduit en français, 40 ans après ! Les ouvrières des filatures de coton de la région de Manchester ont mené des luttes importantes pour l'égalité sociale et politique. C'est cette histoire que les auteures, deux féministes britanniques, ont eu à cœur d'écrire, sur la base de témoignages et d'enquêtes approfondies. L'ouvrage décrit dans le détail les épouvantables conditions de vie et de travail de ces femmes, les horaires interminables, etc. Sans oublier les tâches ménagères et l'éducation des enfants. C'est ce que reflète le titre anglais du livre : *One Hand Tied Behind Us* (« Une main attachée dans le dos »).



**Droits politiques économiques et sociaux**

Nombre d'entre elles sont impliquées dans les syndicats, et militent au Parti travailliste. Leurs revendications ? Salaire égal à celui des hommes, droit à l'éducation pour les filles et droit au divorce pour les épouses, le contrôle des naissances, l'émancipation des travailleurs et le socialisme. Elles pensent que le droit de vote leur permettra de mieux défendre ces aspirations. En cela, elles se distinguent des « féministes bourgeoises » qui ne voient dans le droit de vote qu'un moyen de protéger leurs fortunes. Ces suffragistes vont aller, souvent à vélo, convaincre les ouvrières. Le 1<sup>er</sup> mai 1900 elle font signer à des dizaines de milliers d'entre elles une pétition exigeant le droit de vote. Elles se heurteront à l'intransigeance et au mépris des dirigeants syndicaux et des Travailistes. Devant ces refus à répétition, une partie des suffragistes radicales décident de se lancer dans des actions directes. On les connaîtra sous le nom de « suffragettes », dirigées par la famille Pankhurst qui appartient à la classe moyenne. Les militantes ouvrières resteront à l'écart de ces actions tout en étant solidaires. Et durant la guerre de 1914 elles seront antimilitaristes et pacifistes. Rappelons que le droit de vote d'une partie des femmes fut acquis en Angleterre dès 1918 ! **Régine Vinon**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
 ★ la-breche.com  
 27 rue Taine 75012 Paris  
 Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43  
 Horaires d'ouverture :  
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



# «J'imagine qu'il est plus simple d'humilier publiquement un jeune collégien que de taper du poing sur la table face à Netanyahu.»

**Le 27 juin dernier, la détention de Salah a été à nouveau prolongée de 3 mois. Peux-tu faire le point sur sa situation ? Quels motifs sont avancés pour ce maintien en détention ?**

Salah a été arrêté le 23 août 2017, à notre domicile de Jérusalem-Est, soit trois jours après avoir passé avec succès l'équivalent du barreau palestinien. Il a d'abord été condamné à 6 mois de détention administrative. Celle-ci a ensuite été prolongée deux fois, en février, puis en juin. Le principe de la détention administrative c'est qu'aucune charge n'est avancée. Le dossier est classé secret et tout se passe entre le procureur et les services de renseignements israéliens. Ni Salah ni ses avocats n'ont accès au dossier. Ce système carcéral hérité du mandat britannique permet aux autorités israéliennes de mettre en prison les Palestiniens sans avoir à fournir de preuves. C'est l'équivalent de notre garde à vue, sauf qu'elle dure plusieurs mois et qu'elle peut être renouvelée indéfiniment. C'est l'outil idéal pour Israël pour tenter de briser toute personne qui s'engage en politique. Et c'est certain qu'au sein de la population palestinienne, la menace de l'incarcération arbitraire refroidit certaines personnes à s'engager.

**Comment va Salah ? En mars dernier, il avait refusé de comparaître devant le tribunal, déclarant : «Je ne veux pas participer à cette procédure dans ce lieu où la justice est la grande absente». Est-il toujours sur la même «ligne» ?**

Salah va bien, malgré cette attente de libération qu'il n'est jamais sûr d'obtenir à la fin de chaque peine. L'organisation créée par les prisonniers politiques permet de ne pas perdre de vue le combat qui unit les détenus, ils échangent, étudient, ça leur permet de garder un esprit vif et de faire passer le temps plus rapidement.

Lors de l'audience du 1<sup>er</sup> juillet, Salah a une nouvelle fois affirmé qu'il ne souhaitait pas être représenté par des avocats car il ne trouverait pas la justice dans ce tribunal. C'est la ligne adoptée depuis plusieurs mois par les détenus administratifs. Étant donné que leurs dossiers sont secrets, ils n'ont pas du tout les moyens de se défendre. Ils sont régulièrement présentés devant la Cour, mais c'est une véritable mascarade, tout se joue en coulisses. Pour preuve, Salah a été présenté au tribunal le 1<sup>er</sup> juillet alors que lui-même et ses avocats ont reçu le nouvel ordre de détention administrative signé par le ministre Avigdor Liberman le 27 juin. Ces passages au tribunal, en plus d'être très pénibles pour les détenus (ils sont transférés pendant plusieurs jours), ne sont qu'une mise en scène au service du prétendu esprit démocratique d'Israël.

**Tu n'as pas pu lui rendre visite en raison d'une interdiction de territoire prononcée par Israël. J'imagine que tu as essayé de faire des démarches. Qu'ont-elles donné ? Les autorités françaises t'ont-elles appuyée ?**

En fait, ma demande suite à l'arrestation de Salah n'est pas d'avoir un droit de visite. Je veux pouvoir vivre à Jérusalem au côté de mon époux libre. J'ai demandé aux autorités françaises d'agir pour sa libération, et pour le droit de notre famille à être réunie en Palestine, pas pour avoir le

**ENTRETIEN.** Quelques jours après l'annonce, par les autorités israéliennes, de la prolongation de la détention de Salah Hamouri, nous avons rencontré **Elsa Lefort** pour faire le point sur la situation de son époux Salah et sur la campagne pour sa libération.



ville) a permis indéniablement de faire tomber les œillères de la diplomatie française qui devait sans doute penser qu'absolument personne ne s'inquiéterait du sort d'un Franco-palestinien et qu'ils n'auraient pas à gérer un différend diplomatique avec Israël. À force d'interpellations et de mobilisations, la diplomatie française a dû agir et se prononcer publiquement. C'est, je pense un axe de pression qu'il faut continuer à activer.

Le risque d'une mobilisation sur plusieurs mois, c'est qu'elle s'essouffle. Mais c'est bel et bien l'ampleur de celle-ci qui contraindra la diplomatie à agir alors qu'elle préférerait sûrement avoir à gérer avec Israël uniquement les menus des soirées cocktail de la saison culturelle croisée France-Israël.

Maintenant, il reste une porte que nous n'arrivons que très difficilement à ouvrir : celle des médias mainstream et donc du grand public. Pour ce faire, il y a sûrement des dizaines d'actions auxquelles nous n'avons pas pensé et nous sommes sincèrement preneurs d'idées et de bonnes volontés pour les mener à bien.

L'enjeu qui nous attend sera que, enfin, la diplomatie française obtienne des résultats et garantisse que Salah sorte de prison au plus tard le 30 septembre 2018, après plus d'un an de détention arbitraire. Il faut que l'on maintienne la pression. Je sais qu'en juillet-août les luttes sont ralenties mais je crois qu'on peut néanmoins profiter du recul que nous offre la période estivale pour, comme c'est le cas pour de nombreuses luttes, construire l'offensive de la rentrée. Le mois de septembre sera décisif pour l'avenir de Salah. Il va falloir se rappeler massivement aux bons souvenirs des autorités françaises pour qu'elles ne se contentent plus de «regretter» les décisions prises par Israël, et pour cela, il va falloir qu'elles y mettent ce qui leur manque depuis dix mois : des convictions.

**Propos recueillis par Julien Salingue**

droit à un aller-retour éclair pour le visiter au parloir. Malgré cela, et sans m'avoir consultée, le ministère des Affaires étrangères (MAE) a affirmé dans un communiqué public avoir fait une demande pour que je puisse le visiter en prison avec notre jeune fils. En dehors du fait que c'est un peu étrange comme procédé, le MAE ne m'a à ce jour jamais informée de la réaction israélienne.

**Plus généralement, que font les autorités françaises pour Salah ? Y'a-t-il une différence à ce sujet entre Macron et ses prédécesseurs ?**

Elles nous disent évoquer le cas de Salah avec leurs homologues israéliens à chaque rencontre. Emmanuel Macron en aurait directement parlé à Netanyahu en décembre 2017 puis en juin dernier. Leur ligne est de reconnaître le caractère arbitraire de cette détention et ils demandent sa libération. Maintenant il paraît hallucinant que 6 mois après la première demande du président, les seuls retours que les autorités françaises reçoivent de leurs homologues (que par ailleurs ils bichonnent tout particulièrement) sont deux prolongations de peine.

Il y a une nette différence avec la précédente détention de Salah (sous Chirac et Sarkozy) c'est que le MAE s'est exprimé plusieurs fois sur la question et que, jusqu'au plus haut sommet de l'État, le mot «libération» est demandé. Timidement certes, mais cela n'avait pas été le cas sous Sarkozy. Maintenant, il est difficile de savoir ce qui différencie le côté «coup de com'» du côté action réelle. J'imagine qu'il est plus simple d'humilier publiquement un jeune collégien que de taper du poing sur la table face à Netanyahu. Ce qui ne diffère pas d'avec ses prédécesseurs, par contre, c'est que le président de

la République n'a jamais prononcé publiquement le nom de Salah

**Comment se développe la campagne pour exiger la libération de Salah ? Quelles sont les prochaines étapes ?**

La mobilisation a grandi très vite suite à l'annonce de l'arrestation de Salah. Il faut dire que Salah n'était plus l'inconnu sur la photo mais, pour bon nombre de militantEs, Salah est quelqu'un qu'ils ont rencontré, qu'ils apprécient, des camarades, des amiEs... L'acharnement qu'il subit a vite mobilisé les militantEs. La mobilisation classique sous toutes ses formes (réunions, rassemblements, manif, pétition, interpellation d'élus, citoyenneté d'honneur attribuée à Salah par des

## L'image de la semaine



**PLAN "ANTI-PAUVRETÉ":**

**COUP DE POUCE AUX PRÉCAIRES**

## Vu ailleurs

**bastamag** «GÉNÉRATION INTÉRIM», De nombreux travailleurs des chantiers navals de Saint-Nazaire, malgré des carnets de commande remplis pour les prochaines années, n'ont d'autre horizon que le travail temporaire. Une armée d'intérimaires se répartit au sein d'un réseau tentaculaire d'entreprises sous-traitantes, qui assurent une flexibilité maximale du travail, tout en diluant les responsabilités en cas d'accident.

Passage obligé pour beaucoup de jeunes ouvriers, le travail temporaire finit souvent par durer. [...] Devant le paquebot en construction Celebrity Edge, où une armée d'ouvriers de toute l'Europe s'active à monter les cabines et préparer les dernières finitions des luxueuses parties communes, une banderole annonce : «STX recrute 200 ouvriers, techniciens et ingénieurs.» S'agit-il de CDI ? Malgré 200 embauches en 2017 chez STX, l'intérim persiste sur les chantiers : 530 missions d'intérim peuvent y être recensées en 2017, selon les chiffres de Pôle Emploi. Auxquelles il faut ajouter une bonne partie d'autres secteurs d'activités : 1779 missions dans la chaudronnerie et la tuyauterie d'une durée moyenne de 23 jours, 1371 dans le montage de pièces métalliques, 715 dans l'installation électrique...

«Il y a tellement de constructions en cours chez STX et les sous-traitants que je pourrais avoir du boulot pendant un an, juge David, un électricien en intérim chez un sous-traitant de STX. Malgré tout, je ne suis pas sûr que la direction ait vraiment envie de recruter des titulaires électriciens.» [...] Le développement de la sous-traitance depuis les années 1990, et de son corollaire le travail temporaire, ont accouché d'une «génération d'intérimaires» sur les chantiers navals [...]. Si certains choisissent effectivement de travailler sous ce statut, beaucoup d'autres le subissent, briguebalés d'une entreprise à une autre, au rythme de l'édification des paquebots de croisière. Entre 1992 et 2002, le nombre d'emplois intérimaires avait déjà été multiplié par trois sur les chantiers. À Saint-Nazaire comme dans les autres secteurs, les travailleurs intérimaires sont les plus exposés aux accidents.

Benoît Collet, «Derrière les paquebots de luxe construits à Saint-Nazaire, une "génération intérim" très précaire», Bastamag, 27 juin 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire  
**www.npa2009.org**